



ACCORD DE CONSORTIUM
« Ecole Urbaine de Lyon : Mondes urbains anthropocènes »

Etablie en vertu de la Convention attributive d'aide N° ANR-17-CONV-0004 signée le 17 octobre 2017 entre l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université de Lyon,
Ainsi que du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Instituts convergences », de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), en date du 19 février 2016,
Le présent Accord de consortium est conclu :

ENTRE

L'Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92, rue Pasteur, CS 30122, 69361 Lyon cedex 07
N° SIRET 130 021 363 00010, Code APE 85.42Z,
Représenté par son Président, Monsieur Khaled BOUABDALLAH,
Ci-après désigné par « **UdL** »

ET

L'Université Claude Bernard – Lyon 1

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 VILLEURBANNE Cedex,
N° SIRET 196 917 744 00019, code NAF 85.42Z,
Représenté par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY
Ci-après désigné par « **UCBL** »

ET

L'Université Louis Lumière – Lyon 2

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 86 rue Pasteur - 69635 Lyon cedex 07
N° SIRET 196 917 751 00014, code NAF 803Z
Représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,
Ci-après désigné par « **ULL – Lyon 2** »

ET

L'Université Jean-Moulin – Lyon 3

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242. 69372 LYON CEDEX 08
N° SIRET 196 924 377 00282, code NAF 803Z
Représenté par son Président, Monsieur Jacques COMBY
Ci-après désigné par « **UJM – Lyon 3** »

ET

L'Université Jean-Monnet Saint-Etienne,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 10, Rue Tréfilerie - CS 82301 - 42023 Saint-Etienne Cedex 2
N° SIRET 194 210 951 00423, code APE 8542Z,
Représenté par sa Présidente, Madame Michèle COTTIER,
Ci-après désigné par « **UJM-SE** »

ET

L'Ecole Centrale de Lyon



Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 36 avenue Guy de Collongue - 69134 Ecully Cedex,
N° SIRET 196 901 870 00010, code APE 8542Z,
Représenté par son Directeur, Monsieur Frank DEBOUCK,
Ci-après désigné par « **Centrale Lyon** »

ET

L'Ecole Normale Supérieure de Lyon

Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
Dont le siège est situé 15 parvis René Descartes - BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07
N° SIRET 130 008 121 00019, code APE 8542Z
Représenté par son Président, Monsieur Jean-François PINTON
Ci-après désigné par « **ENS de Lyon** »

ET

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon

Etablissement public national à caractère administratif
Dont le siège est situé 3 rue Maurice-Audin 69512 Vaulx-en-Velin
N° SIRET : 196901847 0001, code APE 8542Z,
Représenté par sa Directrice, Madame Nathalie MEZUREUX
Ci-après désigné par « **ENSAL** »

ET

L'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Dont le siège est situé 3 rue Maurice Audin - 69518 VAULX en VELIN Cedex,
N° SIRET 130 002 884 00018, code NAF 8542Z,
Représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Baptiste LESORT
Ci-après désigné par « **ENTPE** »

ET

L'Institut d'Etudes Politique de Lyon

Etablissement Public Administratif
Dont le siège est situé 14 avenue Berthelot 69365 Lyon Cedex 07
N° SIRET 196 901 730 00024, code APE 8542Z
Représenté par son Directeur, Monsieur M. Renaud PAYRE
Ci-après désigné par « **Sciences Po Lyon** »

ET

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 20, avenue Albert Einstein - 69621 Villeurbanne Cedex,
N° SIRET 196 901 920 00013, code APE 8542Z,
Représenté par son Directeur, Monsieur Eric MAURINCOMME,
Ci-après désignée par « **INSA Lyon** »

ET

L'Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat 69280 Marcy l'Etoile
N° SIRET : 130 008 584 00018, code NAF 803Z,
Représenté par sa Directrice Générale, Madame Emmanuelle SOUBEYRAN
Ci-après désigné par « **VetAgro Sup** »



ET

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique,
Dont le siège est situé au 3, rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16,
N° SIRET 180089013 04033, Code NAF 7219.Z,

Représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, ayant délégué sa signature pour le présent acte à M. Frédéric FAURE, Délégué Régional de la Délégation Rhône Auvergne
Ci-après désigné par « **CNRS** »,

ET

L'Institut français des sciences et technologie des transports, de l'aménagement et des réseaux

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique,
Dont le siège social est situé 14-20 Boulevard Newton, Cité Descartes, Champs sur Marne, F-77447 Marne la Vallée Cedex 2,

Représenté par Madame Hélène JACQUOT-GUIMBAL, sa directrice générale,
Ci-après désigné par « **IFSTTAR** »

ET

L'Institut National de Recherche Agronomique

Établissement public à caractère scientifique et technologique
Dont le siège est situé 147 rue de l'Université 75007 Paris

N° SIRET 180 070 03900 557, code APE 7219Z,
Représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Philippe MAUGUIN
Ci-après désigné par « **INRA** »

ET

Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
17 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69623 VILLEURBANNE CEDEX

N° SIRET : 196 924 591 00015, code APE 8542Z
Représenté par son directeur, Monsieur Yves ALIX
Ci-après désigné « **ENSSIB** »

ET

L'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône Alpes,

Association Déclarée,
Dont le siège social est situé 23 rue Jean Baldassini, 69364 LYON CEDEX 07,

N° SIRET 779 845 056 00042, code APE 8542Z,
Représenté par Monsieur Pascal DESAMAIS, Directeur général
Ci-après désigné « **ISARA** »

ET

L'Université Grenoble Alpes,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège social est situé 621 Avenue Centrale, Domaine Universitaire de Saint-Martin-d'Hères – CS 40700 – 38058 Grenoble Cedex 9,

N° de SIRET 130 021 397 000 18, code APE 8542Z.
Représenté son Président, Monsieur Patrick LEVY,
Ci-après désigné « **UGA** »

ET

École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège social est situé 158, cours Fauriel – CS 62362 – 42023 Saint-Étienne cedex 2



Représenté par Monsieur Pascal RAY, directeur
Ci-après désigné par « **Mines Saint-Etienne** »,
Ecole de l'Institut Mines-Télécom
Dont le siège est situé 37-39 rue Dareau, 75014 Paris
N°SIRET : 180 092 025 00105, code APE 8542Z – Enseignement supérieur

ET

L'Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture
Organisme de recherche publique
Situé 1 rue Pierre-Gilles de Gennes, CS 10030, 92761 Antony Cedex
N°SIRET 180 070 013 00198, code APE 7219Z
Représenté par Monsieur Marc MICHEL, Président
Ci-après désigné par « **IRSTEA** »

ET

Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
Situé Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105 – 78153 Le Chesnay Cedex
N° SIRET : 180 089 047 00013, code APE 7219Z
Représenté par Monsieur Bruno SPORTISSE, Président-Directeur général
Ci-après désigné par « **Inria** »

Ci-après individuellement désignés par « **Partie** » et collectivement par « **Parties** » dans le cadre du présent accord de consortium, concernant le Projet LUS : Ecole Urbaine de Lyon, ci-après désigné par le « **Projet** ».

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, UJM – Lyon 3, l'INSA Lyon, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'ENSAL, Mines Saint-Etienne et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville Société (**EVS**), UMR 5600, dirigé par Jean-Yves TOUSSAINT, et en particulier l'équipe LAURE-MCC.
L'ENSAL fait partie des co-tutelles de l'équipe EVS, au titre de l'accord-cadre CULTURE-CNRS 2016-2020.
<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-recherche/L-accord-cadre-avec-le-CNRS/L-accord-cadre-Culture-CNRS-2016-2020>

ULL – Lyon 2, l'UCBL et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Archéologie et Archéométrie (**ArAr**), UMR5138, dirigé par Cécile BATIGNE-VALLET.

ULL – Lyon 2 et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités des laboratoires : **Archéorient** – Environnements et Sociétés de l'Orient ancien (UMR 5133) dirigé par Christophe BENECH.

L'UCBL, l'INSA Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Centre de Thermique de Lyon (**CETHIL**), UMR 5008, dirigé par Frédéric KUZNIK.

L'INSA Lyon et l'Inria agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Centre d'Innovations en Télécommunications et Intégrations de Services (**CITI**), dirigé par Florent De DINECHIN.

L'INSA Lyon agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Déchets Eaux Environnement Pollution (**DEEP**), EA 7429 dirigé par Jean-Luc BERTRAND-KRAJEWSKI.

L'UCBL, Lyon 2, UJM-Lyon 3, l'ENSSIB et Sciences Po Lyon agissant pour le compte de l'Équipe de Recherche de Lyon en Information et Communication (**ELICO**), EA 4147 dirigée par Isabelle GARCIN-MARROU.

VetAgro Sup agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'études des Microorganismes Alimentaires Pathogènes (**LMAP**), Laboratoire National de Référence pour les *E. coli* (y compris STEC) auprès du Ministère en charge de l'Agriculture dirigé par Delphine SERGENTET-THEVENOT.

Centrale Lyon, ENTPE, IRSTEA, INSA Lyon, UCBL, ULL – Lyon 2, UJM-Lyon 3, VetAgro Sup agissant pour le compte et dans le cadre des activités de l'Observatoire de Terrain en Hydrologie Urbaine, (**OTHU**) fédération d'équipes de Recherche (FED n°4161), dirigée par Sylvie BARRAUD.



ULL – Lyon 2 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'études rurales (**LER**), dirigé par Mme Claire DELFOSSE.

L'UCBL, ULL – Lyon 2, l'INSA Lyon, Centrale Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'Informatique en Images et Systèmes d'informations (**LIRIS**), UMR 5205, dirigé par Mohand-Said HACID.

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, l'ENS de Lyon, l'UCBL et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Groupe d'Analyse et de Théorie Economique Lyon Saint-Etienne (**GATE**), UMR 5824 dirigé par Sonia PATY.

ULL – Lyon 2 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Groupe de Recherche en Psychologie Sociale (**GRePS**), EA 4163 dirigé par Nikos KALAMPALIKIS

L'ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire de Génie Civil et Bâtiment (**LGCB**), dirigé par M. Dominique DUMORTIER.

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, UJM–Lyon 3, l'ENS de Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Histoire et Sources des Mondes Antiques (**HiSoMA**), UMR 5189, dirigé par Stéphane GIOANNI.

UJM – Lyon 3 agissant pour le compte et dans le cadre des activités des laboratoires : Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (**IrPhil**), EA 4187, dirigé par Thierry GONTIER.

ULL – Lyon 2, l'ENS de Lyon, UJM – Lyon 3, UGA et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (**LARHRA**), UMR 5190, dirigé par Bernard HOURS.

L'UCBL, l'ENTPE, le CNRS et l'INRA (en tant qu'associé) agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés (**LEHNA**), UMR 5023, dirigé par C. DOUADY.

ULL Lyon 2, CNRS et ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Aménagement et Economie des Transports (**LAET**), UMR 5593, dirigée par Pierre-Yves PEGUY.

L'IFSTTAR et l'ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire Ingénierie Circulation Transports (**LICIT**), dirigé par Nour-Eddin EL FAOUZI.

L'UCBL, l'INSA Lyon, et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Laboratoire de Mécanique des Fluides et d'Acoustique (**LMFA**), UMR 5509, dirigé par Philippe BLANC-BENON.

L'INSA Lyon agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Géomécanique-Matériaux-Structure (**GEOMAS**), EA 7495 dirigé par Ali DAOUADJI.

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, Sciences Po Lyon, l'ENS de Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Action, Discours, Pensée Politique et Economique (**TRIANGLE**), UMR 5206, dirigé par Claude GAUTIER.

L'ENS, l'UCBL et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du **laboratoire de Physique** (UMR5672) dirigé par Thierry DAUXOIS.

CNRS, ENS Lyon, Inria et UCBL agissant pour la mise en œuvre des activités du Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme (**LIP**), UMR 5668 dirigé par Patrick BAILLOT, directeur par intérim.

UCBL et CNRS agissant pour la mise en œuvre des activités de l'Institut de recherches sur la catalyse et l'environnement de Lyon (**IRCELYON**), UMR UCBL-CNRS 5256 dirigé par Catherine PINEL.

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT



- Les Parties disposent chacune de compétences avérées et convergentes permettant de créer une synergie dans l'élaboration et élucidation des problématiques liées à l'évolution mondiale de l'urbanisation en lien avec l'entrée dans l'anthropocène.
- Compte tenu de ses compétences dans le domaine de l'étude du monde urbain anthropocène, l'UdL a élaboré le projet « LUS : Ecole Urbaine de Lyon », ci-après désigné par « le Projet ».
- Le Responsable Scientifique et Technique, coordinateur du Projet est Monsieur Michel LUSSAULT tel que défini à l'Article 1 ci-dessous.
- Ledit Projet a été sélectionné dans le cadre de l'action « Instituts convergences » référence ANR-17-CONV-0004 lancé par l'Agence Nationale pour la Recherche, ci-après désignée par « l'ANR ».
- Le Projet ayant été sélectionné, les Parties ont souhaité formaliser par le présent accord de consortium, les modalités et les conditions et modalités d'exécution du Projet.

II A ALORS ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Définitions

Dans le présent accord de consortium, et à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations respectives suivantes :

- **Accord** : le présent accord de consortium, ainsi que ses annexes et avenants éventuels.
- **Comité de Direction** : Instance en charge d'assurer le pilotage stratégique du Projet.
Il veille également à la coordination des actions du Projet.
Il anime le travail coopératif et prend les décisions en matière de choix d'action et d'affectation des moyens.
- **Comité de Pilotage** : Instance en charge de structurer, animer et développer le Projet visée à l'article 3 de l'Accord.
- **Comité des Tutelles** : Instance en charge de proposer le déploiement stratégique du Projet et composée d'un représentant de chacune des Parties, telle que décrite à l'article 3.5 de l'Accord.
- **Connaissances Nouvelles** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, brevetées ou non, brevetables ou non, y compris les savoir-faire, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, et tous les droits y afférents, développées par une ou plusieurs Parties et/ou leurs sous-traitants dans le cadre du Projet.
- **Connaissances Propres** : signifie toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et, notamment, le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les dossiers, plans, schémas, dessins, formules et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution du Projet et appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord et/ou développée ou acquise par elle indépendamment de l'exécution du Projet.
Il appartient à chacune des Parties d'informer les autres Parties, par écrit, de l'identification, en cours d'exécution de l'Accord, dans le cadre d'accords particuliers pour ce qui est des projets définis à l'article 5 d'autres Connaissances Propres et de justifier, le cas échéant, de l'indépendance de celles-ci vis-à-vis du Projet.
- **Correspondant Scientifique et Technique** : toute personne physique membre d'une Unité Partenaire, désignée par l'Unité Partenaire pour être le correspondant du Responsable Scientifique et Technique ; ou lorsque des Parties agissent en tant que tutelles d'une Unité Partenaire, structure commune de recherche (de type « UMR »), chercheur, enseignant chercheur... membre d'une Unité Partenaire



désigné d'un commun accord par les tutelles et, le cas échéant les associés de ladite Unité partenaire pour être le correspondant du Responsable Scientifique et Technique.

- **Etablissement Coordinateur et Gestionnaire** : Etablissement partie au Projet, interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs, responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration des Etablissements Partenaires dans le cadre du Projet, responsables de la production des livrables du Projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des Connaissances Nouvelles. Il s'appuie pour cela sur le Responsable scientifique et Technique. Il signe la convention avec l'ANR et reçoit l'aide attribuée au Projet LUS.
- **Etablissement Partenaire** : Association, société, Etablissement Public tutelle ou associé d'au moins une Unité Partenaire ou Etablissement Public qui bénéficie, le cas échéant, en vertu d'une convention de reversement, d'une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet.
- **Informations Confidentielles** : toutes informations et/ou toutes données, sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, divulguées par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de l'Accord et sous réserve que la Partie qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel ou dans le cas d'une divulgation orale, que la Partie qui divulgue ait fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la divulgation et ait confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours.
En tout état de cause, les Connaissances Propres et les Connaissances Nouvelles divulguées par une Partie à une autre seront toujours considérées par la Partie réceptrice comme des Informations Confidentielles et ce sans qu'il soit besoin pour la Partie qui divulgue d'indiquer ce caractère confidentiel.
- **Projet** : Projet « LUS : Ecole Urbaine de Lyon (Lyon Urban School) » porté par l'UDL et coordonné par M. Michel LUSSAULT, sélectionné par l'ANR au titre de l'appel à projets « Instituts Convergences » et décrit à l'annexe 1 du présent Accord.
- **Logiciel de Base** : logiciel appartenant à une Partie avant l'entrée en vigueur de l'Accord.
- **Logiciel Commun** : logiciel créé ex nihilo dans le cadre du Projet.
 - **Logiciel Dérivé** : logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de Base dans le cadre du Projet. Les Logiciels Dérivés se déclinent en deux catégories, les adaptations et les extensions.
 - **Adaptation** : catégorie de Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et qui est réécrit dans le même langage ou dans un autre langage ;
 - **Extension** : catégorie de Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de Base dont il dérive.
- **Nécessaire** : le terme « Nécessaire » utilisé à l'Article 6 « Principes d'utilisation et d'exploitation » signifie que, sans l'autorisation d'utilisation et/ou d'exploitation d'une Connaissance Propre ou d'une Connaissance Nouvelle d'une Partie, soit il serait impossible pour une ou plusieurs autres Parties d'effectuer leur part du Projet, soit l'exploitation par lesdites Parties de leurs propres Connaissances Nouvelles serait techniquement ou légalement impossible.
- **Responsable Scientifique et Technique** : personne physique qui coordonne le Projet et est chargée de son bon déroulement pour le compte de l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire et il est l'interlocuteur de l'ANR pour les aspects scientifiques et techniques. A la date de signature de l'Accord, Michel Lussault est le Responsable Scientifique et Technique.
- **Reversement** : quote-part de l'aide versée par l'ANR à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, octroyée à un Etablissement Partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet.
- **Unité Partenaire** : unité de recherche sous tutelle d'un ou plusieurs Etablissement(s) de Recherche impliquée dans le Projet ou à laquelle cet/ces Etablissement(s) de Recherche est/sont associé(s). Les unités Partenaires participant au Projet sont listées en annexe 4 du présent Accord. L'intégration de nouvelles unités Partenaires au Projet fera l'objet d'un avenant au présent Accord.



Article 2 : Objet et Nature de l'Accord

2.1 L'Accord a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du Projet ; et en particulier les droits et obligations des Parties
- de définir les modalités de valorisation des résultats obtenus au terme des recherches (Connaissances Propres et Nouvelles), ainsi que le partage de la propriété intellectuelle et industrielle
- de prévoir le régime des publications/ diffusion des résultats
- de prévoir la gouvernance

2.2 Les pièces constitutives de l'Accord sont l'Accord et ses 4 annexes :

- annexe 1 : description du Projet tel que sélectionné par l'ANR
- annexe 2 : la liste des représentants du Comité de Pilotage, du Comité de direction et de l'instance d'audit
- annexe 3 : Liste des Unités Partenaires impliquées
- annexe 4 : Logos

2.3 La nature juridique du groupement formé par les Parties au titre de l'Accord est celle d'un groupement temporaire sans personnalité morale. Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, *l'affectio societatis* est formellement exclu.

Article 3 : Structure de gouvernance

3.1 Etablissement Coordinateur et Gestionnaire

3.1.1 Désignation de l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire

D'un commun accord entre les Parties, l'UDL est désignée Etablissement Coordinateur et Gestionnaire du Projet, et à ce titre sera l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet et pour assurer la diffusion des documents.

Au titre de la convention attributive d'aide signée avec l'ANR, l'Etablissement Coordinateur sera le seul bénéficiaire de l'aide versée par l'ANR.

3.1.2 Rôle de l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire

L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire est l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- il transmet aux autres Parties, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- il rend compte des actions réalisées dans le cadre du Projet et les transmet à l'ANR, dans les délais imposés par l'ANR ; à savoir le 31 mars de chaque année
- il centralise les éventuels rapports scientifiques intermédiaires produits par les Correspondants Scientifiques et Techniques des différentes Unités Partenaires et rédige un document unique présentant l'avancée du Projet
- il envoie un compte rendu final à l'ANR dans un délai maximal de 2 (deux) mois à compter de la fin du Projet
- il adresse à l'ANR les demandes de modification du Projet souhaitées;
- en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, il assure, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, leur diffusion entre les Parties, l'élaboration d'une synthèse et veille à la mise en œuvre de la solution retenue par les Parties ;
- en cas de difficultés dans la réalisation du Projet, en particulier lorsque l'une des Parties décide d'abandonner l'exécution de la part du Projet dont elle a la responsabilité ou en cas de défaillance irrémédiable d'une des Parties ou lorsque les Parties souhaitent qu'une nouvelle Partie participe au Projet, il en informe l'ANR après décision des Parties sur la(les) solution(s) envisagée(s).

L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire s'appuie pour cela sur le Responsable Scientifique et Technique.

3.1.3 Obligations des Parties à l'égard de l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire

Dans les délais impartis, chaque Partie a les obligations suivantes :

- fournir les éléments permettant à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR ;



- indiquer annuellement à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, l'état d'avancement de la part du Projet qu'elle exécute ; la date de remise des comptes rendus annuels intermédiaires sera déterminée au sein du Comité de Pilotage;
- transmettre à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, les éléments nécessaires à l'établissement du compte-rendu final à l'ANR ;
- prévenir sans délai l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, de toute difficulté pouvant compromettre l'exécution normale du Projet.
- affecter des moyens au Projet, conformément aux documents déposés et signés avec l'organisme financeur (notamment l'annexe 1 du présent Accord) et/ ou aux accord(s) particulier(s). Le Projet sera en effet mené conjointement avec les Etablissements Partenaires
- participer à la réunion annuelle de suivi du Projet dont la date sera communiquée par l'Etablissement Coordinateur au moins un mois à l'avance, afin de pouvoir y assister
- participer aux éventuelles réunions de revue de Projet demandées par l'ANR pour faire un point détaillé sur l'avancement du Projet

3.2 Le Responsable Scientifique et Technique

3.2.1 Désignation du Responsable Scientifique et Technique

D'un commun accord entre les Parties, Monsieur Michel Lussault est désigné Responsable Scientifique et Technique du Projet, et à ce titre assistera l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet et pour assurer la diffusion des documents.

3.2.2 Rôle du Responsable Scientifique et Technique

Le Responsable Scientifique et Technique assure la coordination et le bon déroulement du Projet en lien avec l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire. Il est l'interlocuteur de l'ANR pour les aspects scientifiques et techniques.

Le Responsable Scientifique et Technique est l'intermédiaire entre l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire et les Unités Partenaires et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- il transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR et qui lui auront été communiquées par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- il centralise les comptes rendus et les transmet à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire accompagnés d'une synthèse dans des délais imposés par l'ANR ;
- A l'arrivée à échéance de l'Accord, il adresse un compte-rendu final unique destiné à l'ANR, faisant état de l'ensemble des Connaissances Nouvelles obtenues ;
- Il soumet à l'ANR les demandes de modification du Projet souhaitées;
- il est en charge de l'établissement, de la mise à jour et de la diffusion aux Parties, par l'intermédiaire des Correspondants Scientifiques et Techniques, du calendrier général du Projet. Il est également en charge du contrôle de son exécution par les Parties, en lien avec l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire ;
- en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, il assure la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, qu'il transmet à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, de leur diffusion aux autres Parties, par l'intermédiaire des Correspondants Scientifiques et Techniques ; en lien avec l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, il élabore une synthèse et veille à la mise en œuvre de la solution retenue par les Parties ;
- en cas de difficultés dans la réalisation du Projet, en particulier lorsqu'une des Parties décide d'abandonner l'exécution de la part du Projet dont elle a la responsabilité ou en cas de défaillance irrémédiable d'une des Parties ou lorsque les Parties souhaitent qu'une nouvelle Partie participe au Projet, il collecte les propositions des Parties quant aux solutions envisagées.
- Il convoque le CODIR et le COPIL

3.3. Comité de Direction (CODIR)

3.3.1. Composition

Le CODIR est présidé par le Responsable Scientifique et Technique.

Le CODIR est composé de quatorze (14) membres :

- ✚ six (6) membres académiques fondateurs



✚ ainsi qu'une équipe de huit (8) autres membres

La liste de ces membres à la date de signature de l'Accord est jointe en Annexe 2.

En cas de départ de l'un des membres, ce dernier se charge de désigner son remplaçant sur la base de ses compétences, et de ses thématiques de recherche, de sorte à pouvoir répondre aux axes stratégiques du Projet.

3.3.2 Missions

Le Comité de Direction veille à la coordination du Projet.

Il anime le travail coopératif et prend les décisions en matière de choix d'action et d'affectation des moyens.

3.3.3 Modalités de prise de décisions

3.3.3.1 Le CODIR peut siéger dès lors que 2/3 de ses membres sont présents ou dûment représentés. Le Comité de direction se réunit une fois par semaine pendant la durée du Projet, sur convocation du Responsable Scientifique et Technique ou à la demande expresse de l'un de ses membres. En cas de partage égal des voix, le Responsable Scientifique et Technique dispose d'une voix prépondérante.

3.3.3.2 Les décisions du CODIR sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés.

3.3.3.3 Les réunions du CODIR font l'objet de comptes rendus rédigés par la personne désignée en séance et transmis à chacun des membres dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les membres du CODIR si, dans les quinze (15) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit par ces mêmes membres.

3.4 Le Comité de Pilotage (COPIL)

3.4.1 Composition

Le COPIL est présidé le Responsable Scientifique et Technique.

Le COPIL est constitué de vingt (20) membres :

Il est constitué des quatorze (14) membres du Comité de Direction, assistés d'une équipe de six (6) chargés de mission :

- 1 membre Chargé de mission en charge des programmes International
- 1 membre Chargé de mission en charge des programmes Mobilités
- 1 membre Chargé de mission en charge des programmes Réseaux économiques
- 1 membre Chargé de mission en charge des programmes Médiation scientifique et culturelle
- 1 membre Chargé de mission en charge des programmes Etudes
- 1 membre Chargé de mission en charge du numérique

Les membres de cette équipe sont nommés par le CODIR.

La liste de ces membres à la date de signature de l'Accord est jointe en Annexe 2.

Les membres du COPIL peuvent, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement les autres membres du Comité de Pilotage et que ledit spécialiste signe un accord de



confidentialité reprenant les obligations de confidentialité visées à l'article 7.1 de l'Accord. Il est en particulier prévu que des membres du Comité de Pilotage du LABEX IMU (Intelligences des Mondes Urbains) ou du Comité de Pilotage du LABEX EUR H2O (Ecoles universitaire de Recherche) participent aux réunions du COPIL du projet dans le cadre de COPIL conjoints. Les spécialistes susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

3.4.2 Missions

Le COPIL a pour missions de structurer, animer et développer les activités du Projet.

3.4.3 Modalités de prise de décisions

3.4.3.1 Le COPIL peut siéger dès lors que deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou dûment représentés. Le Comité de Pilotage se réunit au moins 1 (une) fois par mois pendant la durée du Projet, sur convocation du Responsable Scientifique et Technique ou à la demande expresse de l'un de ses membres.

3.4.3.2 Les décisions du COPIL sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, le Responsable Scientifique et Technique dispose d'une voix prépondérante.

3.4.3.3 Les réunions du COPIL font l'objet de comptes rendus rédigés par le Responsable Scientifique et Technique et transmis à chacun des membres du Comité de Pilotage dans les trois semaines suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les membres du Comité de Pilotage si, dans les quinze (15) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès du Responsable Scientifique et Technique par ces mêmes membres.

3.5 Comité des Tutelles

3.5.1 Le Comité des tutelles est composé d'un représentant de chacune des Parties, qu'elle soit tutelle ou associée à une Unité Partenaire, membres avec voix délibérative, désignés par chacune des Parties à cet Accord. Il est présidé par l'Établissement Coordinateur et Gestionnaire, à la date de signature, le Président de l'UdL ou son représentant. Si un changement du représentant intervient pendant la durée du Projet, il sera porté en temps utile et par écrit à la connaissance des autres Parties. Cette modification de la convention ne nécessitera pas la conclusion d'un avenant sous réserve d'être notifiée en recommandé avec accusé de réception aux autres Parties.

Assiste également avec voix délibérative prépondérante en cas d'égalité le Responsable Scientifique et Technique.

Les membres du Comité des tutelles peuvent, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement les autres membres du Comité des tutelles et que ledit spécialiste signe un accord de confidentialité reprenant les obligations de confidentialité visées à l'article 7.1 de l'Accord ou soit tenu par un engagement de confidentialité au moins équivalent aux obligations de confidentialité visées à l'article 7.1 de l'Accord.

Les spécialistes susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

Chaque membre avec voix délibérative peut se faire représenter aux réunions du Comité des tutelles par un autre membre.

3.5.2 Missions

Le Comité des tutelles a pour missions de proposer le déploiement stratégique du Projet.

3.5.3 Modalités de prise de décisions

3.5.3.1 Le Comité des tutelles peut siéger dès lors que 3/4 de ses membres disposant d'une voix délibérative sont présents ou dûment représentés. Le Comité des tutelles se réunit au moins 1 (une) fois par an pendant la durée de l'Accord, sur convocation de son Président, du Responsable Scientifique et Technique ou à la demande expresse de l'une des Parties.

3.5.3.2 Les décisions du Comité des tutelles sont prises à la majorité des 3/4 de ses membres présents ou représentés disposant d'une voix délibérative.



3.5.3.3 Les réunions du Comité des tutelles font l'objet de comptes rendus rédigés par le Responsable Scientifique et Technique et transmis à chacune des Parties dans les 15 (quinze) jours suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les Parties si, dans les 15 (quinze) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès du Responsable Scientifique et Technique par ces mêmes Parties. Le compte-rendu mentionnera les éventuelles divergences persistantes sur le contenu si les membres ne parviennent pas à se mettre d'accord dans un délai d'un mois suivant sa transmission pour avis. Les comptes rendus sont transmis par le Président aux Parties et, en tant que de besoin, aux autres instances du Projet.

Article 4 : Modalités financières

L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire reçoit directement de l'ANR l'aide allouée au Projet, conformément aux dispositions de la convention attributive d'aide, signée le 17 octobre 2017 avec l'ANR sous la référence N° ANR-17-CONV-0004. L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire engage les dépenses afférentes à l'exécution du Projet.

L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable par les autres Parties de tout retard ou annulation d'engagement de dépenses ou de Reversements qui seraient dus à une absence de versements des fonds par l'ANR à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire.

Les Parties supportent individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de leur projet, conformément aux conventions signées avec l'UDL dans le cadre du Projet.

Article 5 : Propriété intellectuelle

Dans le cadre du Projet LUS, il est prévu de financer des projets de recherche. Ces projets retenus en Comité de Direction et donc financés dans le cadre du Projet feront l'objet d'accords particuliers signés entre les Parties concernées. Ces accords particuliers reprendront les principes suivants, énumérés aux articles 5, 6, 7 et 8, sauf accord contraire des Parties.

5.1 Connaissances Propres

Sous réserve des droits éventuels des tiers, chacune des Parties conserve la propriété exclusive de ses Connaissances Propres. Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme opérant un quelconque transfert de propriété des Connaissances Propres des Parties.

S'il existe des restrictions liées à l'usage dans le cadre du Projet ou à une possible exploitation commerciale ultérieure de ses Connaissances Propres, notamment si une Partie tient ses droits sur ses Connaissances Propres par l'effet d'une licence auprès d'un tiers ou d'une copropriété, la Partie détentrice des Connaissances Propres devra en informer les autres Parties en tant que de besoin, notamment en portant les éventuelles limitations dans l'annexe Connaissances Propres des accords particuliers.

5.2 Connaissances Nouvelles appartenant à une seule Partie

Les Connaissances Nouvelles sont la propriété de la Partie qui les a générées seule et les éventuels titres de propriété en découlant sont déposés aux seuls nom et frais de cette Partie et à sa seule initiative.

5.3 Connaissances Nouvelles Conjointes

5.3.1 Principes généraux

Dans le cas où les Connaissances Nouvelles seraient générées par le personnel de deux ou plusieurs Parties, ces Connaissances Nouvelles, ci-après désignées les « **Connaissances Nouvelles Conjointes** », sont la copropriété desdites Parties, ci-après désignées « **Parties Copropriétaires** », à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers

Dans le cas des Connaissances Nouvelles générées uniquement par une Unité Partenaire qui serait une structure commune de recherche sans personnalité morale (ex : UMR, FRE, ...), constituée entre plusieurs



Parties, ces dernières sont considérées comme une seule Partie propriétaire de ces Connaissances Nouvelles, et elles se répartissent entre elles leur part de propriété conformément aux accords passés entre elles.

Dans le cas où les Connaissances Nouvelles Conjointes seraient obtenues par les personnels d'au moins deux Unités Partenaires qui seraient chacune une structure commune de recherche (ex : UMR, FRE, ...) constituée par des Parties différentes, les Parties constituant chacune des structures communes de recherche sont considérées comme une seule Partie Copropriétaire des Connaissances Nouvelles Conjointes. La propriété des Connaissances Nouvelles Conjointes est donc répartie entre elles à parts égales ou conformément aux accords existants.

Dans le cas où des Connaissances Nouvelles seraient obtenues par des personnels recrutés par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, la propriété desdites Connaissances Nouvelles sera cédée automatiquement par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire dans le cadre des accords particuliers tels que mentionnés à l'article 5.

Les Parties Copropriétaires désigneront parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation, ou par défaut selon le décret n°2014-1518 du 16 décembre 2014, et à ce titre chargée d'effectuer toutes les démarches afférentes à la protection desdites Connaissances Nouvelles et ce y compris la prise en charge de la rémunération supplémentaire des personnels recrutés par l'Etablissement Gestionnaire au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet. Ladite Partie pourra transférer la valorisation à une structure mutualisée de la valorisation, notamment à la SATT Lyon Saint-Etienne.

Toute Connaissance Nouvelle Conjointe consistant en un brevet nouveau, un logiciel ou une autre connaissance protégée par un droit de propriété intellectuelle, fera l'objet d'un règlement de copropriété, qui sera établi entre les Parties Copropriétaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

5.3.2 Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables

5.3.2.1 Les Parties Copropriétaires des Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables décideront si ces dernières doivent faire l'objet de demandes de brevets. S'il est décidé de procéder au dépôt de demandes de brevet, lesdites demandes de brevet seront déposées aux noms conjoints des Parties Copropriétaires qui désigneront parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation et à ce titre chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur.

5.3.2.2 Si l'une des Parties Copropriétaires renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties Copropriétaires en temps opportun afin que ces dernières déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits brevets nouveaux à leurs seuls frais et profits. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties Copropriétaires de devenir seules copropriétaires du ou des brevets nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Une Partie Copropriétaire sera réputée avoir abandonné ses droits sur un brevet nouveau soixante (60) jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par la Partie chargée d'effectuer les formalités désignées au présent article.

Il est entendu que la Partie renonçant ne saurait à compter de sa renonciation se prévaloir d'une quelconque rémunération au titre de l'exploitation du ou des brevets nouveaux concernés dans le ou les pays concernés.

Chaque Partie Copropriétaire fait son affaire de la rémunération de son personnel cité comme inventeur ou auteur, conformément à la législation en vigueur.

5.4 Logiciels

5.4.1 Dans l'hypothèse où des Connaissances Nouvelles portent sur des logiciels et leur documentation associée, les Parties employeurs des auteurs, personnes physiques, de ces Connaissances Nouvelles disposent, en application des dispositions du code de la propriété intellectuelle, des droits patrimoniaux permettant l'exploitation de ces Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels et leur documentation associée. Nonobstant ce qui précède, les Logiciels sont la copropriété des Parties employeur des auteurs en fonction des



apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacune desdites Parties, à défaut d'accords passés le cas échéant entre elles.

Dans le cas où des Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels seraient obtenues par des personnels recrutés par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, la propriété desdites Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels sera dévolue à parts égales entre les Etablissements Partenaires de droit public parties à ladite action.

5.4.2 Les Logiciels de Base

Les Logiciels de Base restent la propriété de la Partie bénéficiaire de l'antériorité.

Les dispositions de l'article 6.1, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Connaissances Propres, sont applicables aux Logiciels de Base.

5.4.3 Les Logiciels dérivés

Les Logiciels dérivés sont la propriété de la Partie titulaire du Logiciel de Base, ainsi que les Adaptations réalisées dans le cadre de l'Accord, quel qu'en soit l'auteur.

Chaque Partie est propriétaire des Extensions réalisées par elle-même dans le cadre de l'Accord.

Sont la propriété commune des Parties ayant participé aux Extensions les Extensions réalisées en commun quelle que soit la Partie initialement propriétaire des Logiciels de Base dont ces extensions dérivent.

Les parts de copropriété sur les Extensions entre les Parties qui les ont réalisées (Parties concernées) seront déterminées en fonction des apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacune desdites Parties.

Les dispositions de l'article 6.2, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Connaissances Nouvelles Conjointes, sont applicables aux Logiciels Dérivés.

5.4.4 Les Logiciels Communs

Les Logiciels Communs sont la copropriété des Parties concernées.

Les Parties Copropriétaires sont copropriétaires des Logiciels Communs et de leur documentation associée en fonction de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers.

Les Parties Copropriétaires décideront si les Logiciels Communs doivent faire l'objet d'un dépôt auprès d'une agence spécialisée ou d'une profession réglementée, en leurs noms conjoints et/ou de toute autre protection.

Les Parties Copropriétaires de Logiciels communs et/ou d'Extensions communes désigneront parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation et à ce titre chargée d'effectuer toutes les démarches afférentes à la protection desdits Logiciels communs et/ou Extensions communes. Ladite Partie mandataire pourra transférer la valorisation à une structure mutualisée de la valorisation, notamment à la SATT Lyon Saint-Etienne, conformément à l'accord signé entre ladite Partie et la SATT.

Les dispositions de l'article 6.2, relatives à l'exploitation des Connaissances Nouvelles Conjointes ci-dessous sont applicables aux Logiciels Communs.

Article 6 : Principes d'utilisation et d'exploitation

6.1 Utilisation et exploitation des Connaissances Propres

6.1.1 Principe général

Chaque Partie dispose librement de ses Connaissances Propres.

6.1.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Pour les besoins de l'exécution du Projet et à cette seule fin, chaque Partie concède, sous réserve des droits des tiers, à chacune des autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces Connaissances Propres sont Nécessaires à l'exécution de la part du Projet desdites Parties.

Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles par la Partie qui les reçoit conformément aux termes de l'article 7 de l'Accord.



Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentric, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

6.1.3 Exploitation à des fins industrielles et/ou commerciales

Chacune des Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord, et dans les 6 (six) mois qui suivent la fin de chaque accord particulier à concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci et sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, et sans droit de sous-licence, d'exploitation sur ses Connaissances Propres Nécessaires à l'exploitation des Connaissances Nouvelles desdites Parties, aux conditions commerciales du marché pour le domaine d'application considéré. Ces conditions commerciales et les modalités de cette licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, la Partie propriétaire des Connaissances Propres reste libre, pendant toute la durée de l'Accord, dès lors qu'aucune demande expresse ne lui a été adressée, d'exploiter ses Connaissances Propres ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties qui n'exercent pas d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront également demander dans les mêmes conditions et limites que celles prévues ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Connaissances Propres dont elles ont obtenu un droit d'exploitation.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour l'exploitation de ses Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

6.2 Utilisation et exploitation des Connaissances Nouvelles

6.2.1 Principes généraux

Sous réserve des dispositions de l'article 6.2.5 ci-après, chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Connaissances Nouvelles dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 5 ci-dessus.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'utilisation et d'exploitation des Connaissances Nouvelles ou Connaissances Nouvelles Conjointes, dans les conditions prévues à l'Accord.

Les Parties Copropriétaires de Connaissances Nouvelles, désignent parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation, et à ce titre en charge d'effectuer l'exploitation commerciale desdites Connaissances Nouvelles. Ladite Partie pourra transférer la valorisation à une structure mutualisée de la valorisation, notamment à la SATT Lyon Saint-Etienne, conformément à l'accord signé entre ladite Partie et la SATT.

6.2.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chacune des Parties concède aux autres Parties, sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Nouvelles Nécessaires à l'exécution par lesdites autres Parties de leur part du Projet. Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation sont les mêmes que celles prévues à l'article 6.1.2 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances Propres.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et



le stockage de ces logiciels aux seules fins d'utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

6.2.3 Utilisation à des fins de recherche et enseignement

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, sur demande motivée, à des fins de recherche et enseignement, les Connaissances Nouvelles obtenues dans le cadre de l'Accord, sous réserve du droit des auteurs et des obligations de confidentialité définies à l'article 7.ci-après et à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

Si les Connaissances Nouvelles ainsi demandées constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire ou Copropriétaire.

6.2.4 Exploitation industrielle et/ou commerciale

Les Parties Copropriétaires de Connaissances Nouvelles Conjointes préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un règlement de copropriété et/ ou d'un accord d'exploitation avant toute exploitation industrielle et commerciale.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie Copropriétaire des Connaissances Nouvelles Conjointes impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires, selon les conditions et modalités définies dans le règlement de copropriété susmentionné.

Lorsque les Connaissances Nouvelles Conjointes consistent en des logiciels, l'accord préalable des autres Parties Copropriétaires sera requis si l'exploitation envisagée entraîne la communication de codes sources.

6.2.5 Exploitation des Connaissances Nouvelles et des Connaissances Nouvelles Conjointes par une Partie non copropriétaire

Chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire s'engage, pendant la durée de l'Accord, et dans les 6 (six) mois qui suivent la fin de chaque accord particulier à concéder à toute autre Partie qui en ferait la demande, sous réserve des droits consentis à des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence d'exploitation de ses Connaissances Nouvelles dans un domaine d'application défini, dès lors qu'elles seraient Nécessaires à l'exploitation des Connaissances Nouvelles de la Partie qui fait la demande. Ce droit sera concédé aux conditions du marché pour le domaine d'application considéré. Les conditions et les modalités de la licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire desdites Connaissances Nouvelles reste libre, pendant toute la durée de l'Accord, dès lors qu'aucune demande expresse ne lui a été adressée, d'exploiter ses Connaissances Nouvelles ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties non (co)propriétaires qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront demander dans les mêmes conditions et limites que celles énoncées ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Connaissances Nouvelles dont elles ont obtenu un droit d'exploitation.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

Article 7 : Confidentialité - Communications

7.1 Confidentialité

7.1.1 Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge Nécessaires à l'exécution du Projet, sous réserve des droits des tiers.



7.1.2 Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont Nécessaires à l'exécution du Projet.

7.1.3 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une des autres Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord et les trois (3) ans qui suivent sa résiliation et/ou son échéance, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes;
- ne soient utilisées, totalement ou partiellement, que dans le cadre du Projet LUS et en cas d'utilisation étrangère à l'Accord sous réserve du consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées ;
- ne soient ni divulguées ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées au 2^{ème} tiret ci-dessus ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie à qui appartiennent lesdites Informations Confidentielles.

7.1.4 Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'Accord restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande et en tout état de cause au plus tard à l'arrivée à échéance de l'Accord ou à la date de sa résiliation anticipée.

7.1.5 La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
 - qu'elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
 - qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restrictions ni violation des présentes dispositions ;
 - qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes dispositions ;
 - que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la Partie dont elles émanent ;
 - qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par le personnel n'ayant eu accès à ces Informations Confidentielles ;
 - que leur communication a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire, ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale. Dans ce cas, la communication d'Informations Confidentielles doit être limitée au strict nécessaire. La Partie qui les reçoit s'engage à informer immédiatement la Partie auteur de la divulgation avant toute communication faite à ce titre.
- Ces conditions ne sont pas cumulatives.

7.1.6 Aucune disposition de l'Accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

7.2 Communications

7.2.1 Chaque Partie désirant effectuer des publications, conférences ou soutenances de thèse éventuelles relatives à ses Connaissances Propres est libre de les réaliser sous réserve des dispositions prévues au présent Article 7.

7.2.2 Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances Propres et les Connaissances Nouvelles des autres Parties dont elle pourrait avoir connaissance et ce, tant que ces



informations ne sont pas dans le domaine public ou tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie ou de chacun des propriétaires des Connaissances Propres ou Nouvelles concernées.

7.2.3 Tout projet de publication ou communication d'information relative à une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet par l'une des Parties, devra recevoir, pendant la durée de l'Accord et les deux (2) ans qui suivent la résiliation et/ou l'échéance de l'Accord, l'autorisation préalable et écrite des autres Parties impliquées dans ladite action de publication ou de communication.

Les Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication et/ou de publication ;
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de publication ou de communication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Propres et/ou Nouvelles ;
- à demander à ce que la publication ou communication soit différée si des causes réelles et sérieuses lui paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le Projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Il est convenu que les modifications ou suppressions demandées par la Partie sollicitée ne pourront porter atteinte à la valeur scientifique de la publication ou communication écrite ou orale.

En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai, l'accord de cette Partie sera réputé acquis.

Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du Projet concerné sauf si les informations devant faire l'objet de cette publication ou communication offrent un intérêt stratégique de nature scientifique, industrielle et/ou commerciale pour les activités de l'une des Parties, en particulier pour celle qui aura été désignée mandataire de la valorisation. Dans ce cas, la décision relative à la nature des informations et à la durée du secret appartiendra aux Parties Copropriétaires concernées, qui décideront de la publication ou non desdites informations.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à l'action conduite dans le cadre du Projet, et la référence suivante « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) au titre du programme Investissement d'Avenir portant la référence ANR-17-CONV-0004 ».

Tout support de communication orale, communications par voie d'affiche et sites internet doivent afficher les logos Investissements d'Avenir et le logo de LUS actualisés. A la date de signature de l'Accord, lesdits logos figurent à l'Annexe 4 du présent Accord.

7.2.4 Les dispositions du présent Article 7.2 ne peuvent faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève et/ou au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au Projet. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des dispositions relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité.

ni à la publication ou communication par une Partie de ses Connaissances Nouvelles Propres.

Article 8 : Responsabilités-Assurances

8.1 Dispositions générales

8.1.1 Chaque Partie s'engage à exécuter sa part du Projet conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

8.1.2 Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

8.2 Personnel des Parties



Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Dans le cas où des personnels recrutés par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire, au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, exerceraient leur mission dans les locaux d'une ou plusieurs Parties les Parties qui accueillent lesdits personnels dans leurs locaux fournissent leurs meilleurs efforts pour donner accès à leurs locaux, équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution de la mission des personnels accueillis. Les Parties accueillantes fournissent également leurs meilleurs efforts pour assurer l'encadrement scientifique des personnels accueillis et les informer concernant le règlement intérieur de l'établissement d'accueil, règlement que les personnels accueillis doivent respecter.

Pour la bonne réalisation du Projet, des mouvements de personnels ponctuels peuvent être nécessaires entre les Parties.

La présence de personnel de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie obéira aux dispositions suivantes :

- la présence de personnel devra faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine,
- lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur dans ses dispositions non disciplinaires ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le lieu de travail/ accueil ainsi que les directives qui lui seront données par le chef de projet de la Partie accueillante,
- en tout état de cause, le personnel accueilli restera sous l'autorité hiérarchique de son employeur d'origine.

D'autre part, l'accueil de personnel d'une Partie dans les locaux d'une autre Partie pourra être soumis à l'autorisation du Fonctionnaire Sécurité Défense (FSD) de la Partie accueillante, notamment dans le cas de locaux classés Zone à Régime Restrictif. Il ne saurait être reproché à une Partie d'avoir refusé l'accès à ses locaux à l'un des membres du personnel d'une autre Partie lorsqu'elle se conforme aux recommandations de son Fonctionnaire Sécurité Défense. La Partie demandant l'accès aux locaux d'une autre Partie devra se soumettre aux procédures en vigueur au sein de la Partie accueillante et fournir l'ensemble des informations nécessaires à l'autorisation d'accès aux locaux de la Partie accueillante dans des délais compatibles avec lesdites procédures.

8.3 Dommages aux biens des Parties

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

8.4 Dommages aux tiers

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation du Projet dans le cadre de l'Accord.

8.5 Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin et selon les règles qui lui sont applicables, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux Etablissements Partenaires de droit public. En conséquence ceux-ci garantissent, le cas échéant, sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

8.6 Exclusion de la responsabilité du fait des Connaissances Propres et Nouvelles

Les Connaissances Propres ou Nouvelles et/ou les autres informations communiquées par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation



commerciale des Connaissances, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts.

Ces Connaissances Propres ou Nouvelles et/ou informations sont utilisées par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'engagera de recours contre l'autre, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances et informations.

Article 9 : Durée

L'Accord prend effet à compter du 1^{er} juin 2017 et se terminera le 31 décembre 2025, dates mentionnées dans la convention attributive d'aide signée entre l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire et l'ANR.

La durée de l'Accord ne pourra en aucun cas excéder la date de validité de la convention Etat-ANR relative à l'action « Instituts Convergences ».

Les dispositions des articles 5, 6, 7 et 8 ci-dessus demeureront en vigueur pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'échéance ou la résiliation de l'Accord.

Article 10 : Résiliation

10.1. Exclusion d'une Partie

Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à l'une quelconque de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront, après accord de l'ANR, prononcer la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie en défaut si, dans les 15 jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la Partie en défaut ne s'est toujours pas conformé à ses obligations. La décision de prononcer la résiliation est prise à l'unanimité des Parties non défaillantes, dans le cadre du Comité des tutelles, la mise en demeure est envoyée à la Partie défaillante par l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire.

L'Exclusion d'une Partie entraîne l'exclusion de l'ensemble des Unités Partenaires qui sont représentées par cette Partie dans le cas où ces Unités Partenaires ne sont représentées que par cette Partie. Cependant, dans le cas où ces Unités Partenaires sont représentées par plusieurs Parties dont une seule est exclue, ces Unités Partenaires ne sont pas exclues du Projet tant qu'elles sont représentées par ces autres Parties.

En outre, l'exclusion d'une Unité Partenaire défaillante au Projet entraîne le retrait de la ou des Parties qui la représente(nt) mais n'entraîne pas le retrait de ces Parties si ces dernières représentent d'autres Unités Partenaires dans le Projet.

Sous réserve de l'accord de l'ANR, les Parties peuvent décider soit de reprendre à leur compte la part de Projet de la Partie défaillante, soit de confier à un tiers tout ou partie de la réalisation de ladite part de Projet.

La Partie défaillante s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties ou au tiers subrogé toutes les informations nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieux et place.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres Parties à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

10.2. Désistement volontaire

Chaque Partie ou Unité Partenaire dispose du droit de se retirer de l'Accord avec l'accord préalable du COPIL, du Comité de Direction et de l'ANR. Sur proposition du Responsable Scientifique et Technique, les Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au COPIL. Passé ce délai, et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Le retrait d'une Partie entraîne le retrait de l'ensemble des Unités Partenaires qui sont représentées par cette Partie dans le cas où ces Unités Partenaires ne sont représentées que par cette Partie. Cependant, dans le cas où ces Unités Partenaires sont représentées par plusieurs Parties dont une seule se retire, ces Unités Partenaires ne sont pas exclues du Projet tant qu'elles sont représentées par ces autres Parties.



En outre, le retrait d'une Unité Partenaire au Projet entraîne le retrait de la ou des Parties qui la représente(nt) mais n'entraîne pas le retrait de ces Parties si ces dernières représentent d'autres Unités Partenaires dans le Projet LUS.

Le COPIL décidera, sur proposition des Parties:

- soit de répartir la part de Projet de l'Unité Partenaire sortante entre les autres Unités Partenaires,
- soit de confier à un tiers tout ou partie de la part du Projet restant à exécuter, ledit tiers étant alors subrogé dans tous les droits dont disposait l'Unité Partenaire sortante.

Les droits d'accès qui étaient accordés à l'Unité Partenaire sortante seront immédiatement annulés, tandis que les droits d'accès accordés par l'Unité Partenaire sortante aux autres Unités Partenaires seront maintenus afin de permettre la bonne exécution du Projet.

L'Unité Partenaire sortante s'engage à communiquer à l'Etablissement Coordinateur, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires pour permettre la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieux et places. L'Unité Partenaire sortante n'acquiert plus aucun droit sur les Résultats à compter de la prise d'effet de la résiliation.

En tout état de cause, les clauses de l'article 7 ci-dessus resteront en vigueur après le désistement de la Partie sortante.

Article 11 : Force majeure

11.1 Par « force majeure », on entend tout événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

11.2 La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser le Responsable Scientifique et Technique dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement. L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire doit ensuite, si nécessaire, en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

11.3 Si nécessaire, les délais d'exécution du Projet peuvent être prolongés d'un commun accord entre les Parties et l'ANR.

Article 12 : Sous-traitance

Sous réserve de l'accord des autres Parties, et du respect des dispositions du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Instituts convergences », chaque Partie peut sous-traiter une partie de sa part du Projet à un tiers, dans l'hypothèse où ladite Partie ne serait pas en mesure d'exécuter elle-même ladite part du Projet ou de faire réaliser cette part du Projet par une autre Partie, mais la Partie qui sous-traite reste pleinement responsable de la réalisation de la part du Projet qu'elle confie à ce tiers.

Chaque Partie impose contractuellement au tiers sous-traitant les obligations nécessaires au respect des dispositions de l'Accord.

Chaque Partie s'engage notamment à prendre, dans le cadre du contrat de sous-traitance, toutes les mesures nécessaires pour acquérir ou se voir concéder les droits de propriété intellectuelle des Connaissances Nouvelles obtenues par le tiers sous-traitant, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre de l'Accord.

Tout tiers sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 5 et 6 ci-dessus.

Article 13 : Notifications

Toute notification requise au titre de l'Accord sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique à la Partie concernée et à l'adresse suivante :

13.1. Pour les questions d'ordre scientifique et technique :

La liste des contacts à jour doit être fournie par l'Etablissement Partenaire à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire. Toute modification doit être transmise à l'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire dans les meilleurs délais, mais ne nécessitera pas la rédaction d'un avenant.



13.2 Pour les questions d'ordre administratif, financier et juridique :

- L'Etablissement Coordinateur et Gestionnaire :

Nom de la Partie concernée : UDL
Nom du contact : Agnès GAHIGI
Adresse : 92 rue Pasteur 69007 Lyon
Téléphone : 04 72 76 88 54
E-mail : agnes.gahigi@universite-lyon.fr

- Les Parties :

Nom de la Partie concernée : UCBL
Pour les Unités Partenaires : CETHIL, LIRIS, ELICO, OTHU, GATE, LMFA, LEHNA, Laboratoire de Physique, LIP, IRCELYON
Nom du contact : Javier OLAIZ
Adresse : Bâtiment Atrium, 43 Bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne
Téléphone : 04 72 69 76 00
E-mail : javier.olaiz@lyoningenierie.fr

Nom de la Partie concernée : ULL-Lyon 2
Pour les Unités Partenaires : EVS, Triangle, LIRIS, GATE, LARHRA, HiSoMA, Archéorient, ArAr, ELICO, OTHU, LER, GRePS, LAET
Nom du contact : Anne-Laure Gras
Adresse : 86 rue Pasteur – 69365 Lyon Cedex 07
Téléphone : 04 78 69 74 76
E-mail : anne-laure.gras@univ-lyon2.fr

Nom de la Partie concernée : UJM-Lyon 3
Pour les Unités Partenaires : EVS, LARHRA, ELICO, HISOMA, IRPhIL, OTHU,
Nom du contact : Soline BEAUD
Adresse : service de la recherche, université Jean Moulin Lyon 3, 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08
Téléphone : 04 26 31 87 48
E-mail : soline.beaud@univ-lyon3.fr

Nom de la Partie concernée : UJM-SE
Pour l'Unité Partenaire : EVS, TRIANGLE, GATE, HISOMA
Nom du contact : Direction de la Recherche et de la Valorisation Odile Barou
Adresse : 10 rue Tréfilerie CS82301 – 42023 Saint-Etienne cedex 2
Téléphone : 0469 66 11 27
E-mail : odile.barou@univ-st-etienne.fr

Nom de la Partie concernée : Centrale Lyon
Pour les Unités Partenaires : LIRIS, LTDS, OTHU, LMFA
Nom du contact : Elisabeth Dalverny
Adresse : 36 avenue Guy de Collongue 69 134 Ecully cedex
Téléphone : 04 72 18 63 65
E-mail : elisabeth.dalverny@ec-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : ENS de Lyon
Pour les Unités Partenaires : EVS, Triangle, GATE, LARHRA, HISOMA, LIP, Laboratoire de Physique
Nom du contact : Marie-Claire JUILLARD-LAUBEZ
Adresse : ENS site Monod, 46 allée d'Italie, 69007 Lyon
Téléphone : 04 72 72 81 80
E-mail : marie-claire.juillard@ens-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : ENSAL
Pour l'Unité Partenaire :
Nom du contact :
Adresse :



Téléphone :

E-mail :

Nom de la Partie concernée : ENTPE
Pour l'Unité Partenaire : EVS, LEHNA, LAET, LICIT, OTHU, LGCB
Nom du contact : MOLITOR Catherine
Adresse : 3 rue Maurice Audin 69518 VAULX EN VELIN Cedex
Téléphone : 04 72 04 70 70
E-mail : catherine.molitor@entpe.fr

Nom de la Partie concernée : Sciences Po Lyon
Pour les Unités Partenaires : Triangle, ELICO
Nom du contact : Charlotte Quelin
Adresse : Sciences Po Lyon – Affaires juridiques 14 avenue Berthelot 69007 Lyon
Téléphone : 04 37 28 38 21
E-mail : charlotte.quelin@sciencespo-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : INSA Lyon
Pour les Unités Partenaires : EVS, LIRIS, LMFA, CETHIL, CITI, DEEP, SMS-ID, OTHU
Nom du contact : Leslie GAILLARD
Adresse : Bâtiment INSA-Direction 37 avenue Jean Capelle 69621 VILLEURBANNE Cedex
Téléphone : 04 72 43 76 34
E-mail : leslie.gaillard@insa-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : VetAgro Sup
Pour l'Unité Partenaire : OTHU, LMAP
Nom du contact : SOUVIGNET Carole
Adresse : 1 avenue Bourgelat 69280 MARCY L'ETOILE
Téléphone : 04 78 87 25 98
E-mail : carole.souvignet@vetagro-sup.fr

Nom de la Partie concernée : CNRS
Pour les Unités Partenaires : EVS, Triangle, LIRIS, GATE, LMFA, LEHNA, CETHIL, LARHRA, HiSoMA, Archéorient, LAET, IRCELYON, ArAr, LTDS, Laboratoire de Physique, LIP
Nom du contact : Denis Duplat
Adresse : 2, avenue Albert Einstein BP 61335 69609 Villeurbanne Cedex
Téléphone : 04 72 44 56 64
E-mail : denis.duplat@cnrs.fr
Copie à : dr07.delegue@cnrs.fr

Nom de la Partie concernée : IFSTTAR
Pour les Unités Partenaires : LICIT
Nom du contact : Direction des Partenariats et Moyens
Adresse : 14-20 Boulevard Newton, Cité Descartes,
Champs sur Marne, F-77447 Marne la Vallée Cedex 2
E-mail : contrats@ifsttar.fr

Nom de la Partie concernée : INRA
Pour les Unités Partenaires : LEHNA
Nom du contact : Christophe Douady
Adresse : Université Claude Bernard-Lyon 1 Bâtiment Darwin 43 boulevard du 11 novembre 1918 69622 Villeurbanne Cedex
Téléphone : 04 72 43 29 53
E-mail : christophe.douady@univ-lyon1.fr

Nom de la Partie concernée : ENSSIB
Pour les Unités Partenaires : ELICO
Nom du contact : Yves Alix



Adresse : Enssib, 17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne cedex
Téléphone : 04 72 44 43 08
E-mail : yves.alix@enssib.fr

Nom de la Partie concernée : ISARA
Nom du contact : Pierrette VAN DER ELST
Adresse : 23 rue Jean BALDASSINI – 69364 LYON cedex 07
Téléphone : 04 27 85 85 82
E-mail : pvde@isara.fr

Nom de la Partie concernée : UGA
Pour les Unités Partenaires : LARHRA
Nom du contact : Caroline Cesbron
Adresse : Université Grenoble Alpes - UGA
Bâtiment Présidence, Domaine universitaire - 621 avenue Centrale
CS 40700 - 38 058 Grenoble Cedex 9
Téléphone : 04 76 63 54 35
E-mail : dgdriv-ip-legal@univ-grenoble-alpes.fr

Nom de la Partie concernée : Mines Saint-Etienne
Pour les Unités Partenaires : EVS
Nom du contact : Valérie Ranc, Direction de la Recherche et de l'Innovation
Adresse : Mines Saint-Etienne, 158 cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex 2
Téléphone : valerie.ranc@mines-stetienne.fr
E-mail : 04 77 42 02 34

Nom de la Partie concernée : IRSTEA
Pour les Unités Partenaires : OTHU
Nom du contact : Pôle contrats et PI
Adresse : 1 rue Pierre-Gilles de Gennes, CS 10030, 92761 Antony Cedex
Téléphone : 01 40 96 62 19
E-mail : divac.contrats@irstea.fr

Nom de la Partie concernée : Inria
Pour les Unités Partenaires : LIP, CITI
Nom du contact : Service Transfert, Innovation et Partenariats
Adresse : Inria Grenoble Rhône-Alpes –
Inovallée – 655 avenue de l'Europe –
38334 Saint Ismier Cedex
Téléphone : 0476615200
E-mail : stip-gra@inria.fr

Article 14 : Loi applicable - Litiges

14.1 L'Accord est soumis au droit français.

14.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Comité de Direction puis de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

Article 15 : Hiérarchie des contrats

15.1 Dans l'hypothèse où plusieurs des Parties souhaiteraient, dans le cadre d'une action de recherche conjointe spécifique conduite dans le cadre du Projet, formaliser leur collaboration par un contrat de collaboration particulier, ledit contrat devra faire référence et reprendre les dispositions prévues à l'Accord.



15.2 En cas de contradiction entre les dispositions du contrat de collaboration suscité et celles de l'Accord, les dispositions de l'Accord prévaudront.

Article 16 : Dispositions diverses

16.1 Intuitu personae

L'Accord est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties et de l'ANR.

16.2 Intégrité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de l'Accord seraient contraires à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour faire les modifications nécessaires acceptables dans l'esprit de l'Accord pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

16.3 Omissions

Le fait, pour l'une des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par la Partie concernée à s'en prévaloir ultérieurement.

16.4 Interprétation

L'Accord annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par écrit et signée par leurs représentants dûment habilités.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université de Lyon,

Monsieur Khaled BOUABDALLAH,

Le Président.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1,

Monsieur Frédéric FLEURY,

Le Président.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université Louis-Lumière Lyon 2,

Madame Nathalie DOMPNIER,
Présidente.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Monsieur Jacques COMBY,

Président.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université Jean Monnet Saint Etienne,

Madame Michèle COTTIER,

Présidente.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour Centrale Lyon,

Frank DEBOUCK,
Directeur.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour L'Ecole Nationale Supérieure de Lyon,

Monsieur Jean-François PINTON,
Président.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'ENSAL,

Madame Nathalie MEZUREUX,

Directrice.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Ecole Nationale des Travaux Public de l'Etat,

Monsieur Jean-Baptiste LESORT,

Directeur.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l' Sciences Po Lyon,

Monsieur Renaud PAYRE,

Directeur.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'INSA Lyon,

Monsieur Eric MAURINCOMME,

Directeur.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour VetAgro Sup,

Madame Emmanuelle SOUBEYRAN,
Directrice Générale.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour le CNRS

Pour le Président Directeur Général, par délégation,

Monsieur Frédéric FAURE,

Délégué Régional.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'IFSTTAR

Madame Hélène JACQUOT-GUIMBAL,

Directrice Générale.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'INRA,

Monsieur Philippe MAUGUIN,

Directeur Général.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'ENSSIB

Monsieur Yves ALIX,
Directeur.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'ISARA,

Monsieur Pascal Desamais,

Directeur général.



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'Université Grenoble Alpes

Monsieur Patrick LEVY,

Président



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour Mines Saint-Etienne,

Monsieur Pascal RAY,

Directeur



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour l'IRSTEA,

Monsieur Marc Michel,

Président



Fait en 21 exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 11/12/2018.

Pour Inria,

Monsieur Bruno SPORTISSE,

Président-Directeur général



ANNEXE 1 – Le Projet

Acronym of the project	LUS: Lyon Urban School	
Titre du projet en français	Ecole Urbaine De Lyon : Mondes urbain anthropocènes	
Project title in English	Lyon Urban School : the Urban Issue in the Anthropocene Era	
Project manager	LUSSAULT Michel Environnement Ville Société (EVS – UMR 5600 U-Lyon 3 - CNRS)	
Requested funding	12 805 560 €	
Scientific fields of the project	<input checked="" type="checkbox"/> Sciences du Système Terre-Univers-Environnement <input checked="" type="checkbox"/> Sciences du Numérique et Mathématiques <input checked="" type="checkbox"/> Sciences Sociales <input checked="" type="checkbox"/> Humanités	
Is this project linked to an IDEX/I-SITE project?	<input type="checkbox"/> No	<input checked="" type="checkbox"/> Yes (PALSE)

List of the PIA projects to which this project is linked (especially Labex, Equipex...)

<i>Project type</i>	<i>Project acronym</i>	<i>PI</i>	<i>Is this project intended to be integrated into the Convergence Lab</i>
LabEx	IMU	Gilles Gesquière	Yes
SATT	PULSALYS	Khaled Bouabdallah	Partner

Institution leading the project (project leader)

<i>Institution name</i>	<i>Status</i>
Université de Lyon	Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

Partner institutions list

<i>Institution name</i>	<i>Status</i>
CNRS	EPST
Ecole Centrale de Lyon	EPSCP
Ecole des Mines de Saint Etienne	EPA
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon	EPSCP
ENSSIB	EPA
Ecole Normale de Supérieure de Lyon	EPSCP
Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat	EPSCP
IFSTTAR	EPA
INRIA	EPST
INRA	EPST
INSA de Lyon	EPSCP
Institut d'Etudes Politiques de Lyon	EPSCP
ISARA	Association
Université Claude Bernard Lyon 1	EPSCP
Université Grenoble Alpes	EPSCP
Université Lumière Lyon 2	EPSCP
Université Jean Moulin Lyon 3	EPSCP
Université Jean Monnet Saint Etienne	EPSCP
VetAgroSup	EPSCP

Table of contents

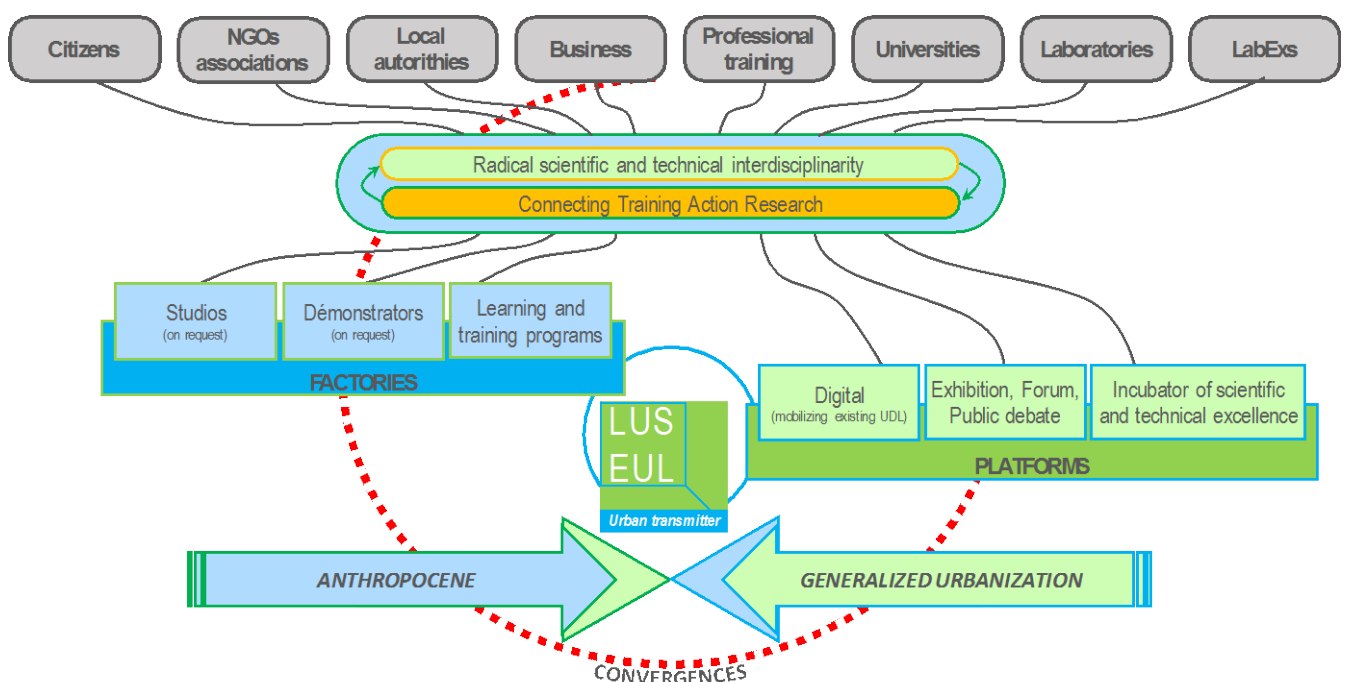
1	TECHNICAL AND SCIENTIFIC DESCRIPTION OF THE PROJECT	5
1.1	PROGRAM DESCRIPTION, VISION, AMBITION, SCIENTIFIC, TRAINING AND VALORIZATION STRATEGY AND TRAJECTORY.....	5
1.2	SCIENTIFIC DESCRIPTION OF THE RESEARCH PROJECT	12
1.3	DESCRIPTION OF THE TRAINING PROJECT	14
1.4	SOCIO ECONOMIC IMPACT.....	17
2	ORGANIZATION AND GOVERNANCE	18
2.1	PRINCIPAL INVESTIGATOR	18
2.2	PARTNERSHIP.....	19
2.3	GOVERNANCE	19
2.4	INSTITUTIONAL STRATEGY.....	22
3	FUNDING JUSTIFICATION	23

INTRODUCTION

The Lyon Urban School is designed as a brand new experimental project headed up by the *Université de Lyon* — a public body (Communauté d'universités et d'établissements, COMUE) clustering, at the scale of Lyon-Saint-Etienne urban area, 4 public universities, 6 public higher education institution and CNRS. This project involves public institutions (universities, schools and local authorities) and private entities (enterprises, associations, etc.) with the aim of transforming the relationship between education, research and action in order to face up to the major societal challenge posed by the convergence of problems linked to the generalization of global urbanization and those linked to global change (which we describe as the "entry into the Anthropocene"). The purpose of this experiment is to **address the scientific and practical dilemmas this convergence presents**.

The Lyon-Saint-Etienne university site has high-quality, internationally renowned resources in this field. In particular, our project involves the *Intelligence des mondes urbains* Laboratory of Excellence ("LabEx IMU", *Smartness on Urban World*), and also benefits from input from the *Institut Rhônalpin des Systèmes Complexes* (IXXI). Urban and environmental social sciences have been working in conjunction with the engineering, environmental, computer and digital sciences within LabEx IMU since its creation. Based on this experience, which we want to extend to new forms of knowledge and other social knowledge regimes, the Lyon Urban School will implement radical and extensive multidisciplinary in response to a problem addressed from the perspective of the intelligence of contemporary societies.

The Lyon Urban School will be organized around three main "factories", supported by platforms and mobilizing all participants in the project. The three factories are: **i.** learning and training programs, to **educate** and spread good practices and new knowledge and techniques; **ii.** themed "studios" organized upon request; and **iii.** demonstrators. The platforms supporting the factories' activities will be: **i.** a digital platform harnessing the substantial know-how already in existence in the field at the Lyon Saint-Etienne site; **ii.** an exhibition and debate platform, for the production, creation, editing and sharing in new and original ways of all productions by the Lyon Urban School, and to present the problems being addressed and even resolved; and **iii.** an incubator for scientific and technical excellence, preparing promising "junior" teaching and research staff for international projects. This Lyon Urban School (LUS) would be set up at the so-called "Transmitter" building (which would take the name of "Urban Transmitter" — "l'émetteur urbain") located on the Lyon Tech-la Doua university campus.



We propose to referees a Lyon Urban School website, where they can access to official letters of support, detailed CV'S of LUS members, explanations on planned operations, links to website of our partners etc.

<http://www.lyonurbanschool.fr/>

Login (nom) : lus

Password (mot de passe) : lus2016

1 TECHNICAL AND SCIENTIFIC DESCRIPTION OF THE PROJECT

1.1 PROGRAM DESCRIPTION, VISION, AMBITION, SCIENTIFIC, TRAINING AND VALORIZATION STRATEGY AND TRAJECTORY

1.1.1 Urbanization is shaping the world

For the first time since human beings first started making their mark on the Earth, more than half of the world's population (57%), i.e. over 4 billion people, now live in urban areas. These areas, which in their dense, unbroken form only cover 2% of land, produce 70% of global GDP, emit 70% of greenhouse gases and global waste and consume 60% of global energy. Urban organizations are becoming both the habitat of most humans and the global-scale social and political sphere in which we are increasingly having to learn to understand changes and resolve systemic problems. The United Nations (UN) Habitat III conference, organized in October 2016 in Quito, uses this observation as a basis for underlining the challenges in store for all societies: *"Urbanization is an unprecedented challenge. By the middle of the century four of every five people might be living in towns and cities. Urbanization and development are inextricably linked and it is necessary to find a way of ensuring the sustainability of growth. Urbanization has become a driving force as well as a source of development with the power to change and improve lives."*

Urbanization is indeed a global phenomenon, irrespective of its scale (we will look at urban organizations of every size, although particular attention will be paid to metropolises), and constitutes a major force for world construction, "world" here meaning the global-scale social space that such urbanization both requires and creates. Within this urbanized world, for better or worse, and whereas history and heritage can be met everywhere, the economy is mutating, social and cultural structures are undergoing profound changes, citizens experiment both new constraints and new forms of empowerment, temporalities are being overturned, responsibility and agency meet unprecedented challenges, new spatial organizational concepts are being rolled out at every level, politics is being re-dimensioned and a specific state of nature is being created by the urbanization movement itself¹. Traditional town/country distinctions are themselves turning into obsolete categories of analysis, even where they do not perpetuate now questionable social mythologies, as contemporary urbanization and global change are shifting boundaries, creating highly complex arrangements of space and dynamics and, at the same time, bringing about a change in social, societal and environmental logical sequences. Old political, legal, scientific and technical regulations are getting powerless in the face of such changes. The invention or recognition of their replacements, however, is proving slow and antagonistic. In this context, the theoretical and practical foundations of territorial action and the occupations it involves are being overturned, and thus must be considered afresh.

Since the middle of the 20th century, therefore, we have been experiencing a particular period characterized by an emerging form of spatialization of human life, during which urbanization, a process largely self-organized, both globalized and globalizing, has become the dominant establishing and imaginative force in the world: establishing, because it arranges societies' spatial environments in new ways, and imaginative, because it creates ideologies and stories, knowledge and regimes of knowledge and action, perceptions and images, that together constitute a form of "world citizenship". But this meta-narrative has not been written yet, nor even thought out. This is the issue we face.

¹ See Neil Brenner, *Implosions/Explosions: Towards a Study of Planetary Urbanization*, Berlin, Jovis Verlag 2014.

1.1.2. Entry into the Anthropocene

While the concept of environmental crisis reverts to the traditional notion of a temporary problem that human societies have to manage and for which we will undoubtedly find a workaround, that of the Anthropocene has the merit of underscoring the existence of a bifurcation, of which we are in the process of living and experiencing the first systemic consequences. This is for the following simple reason: "The human imprint on the global environment has now become so large and active that it rivals some of the great forces of Nature in its impact on the functioning of the Earth system". As a result, "humankind has become a global geological force in its own right"². As a result of human activity, planet Earth has continuously anthropized, slowly at first, then with increasing rapidity, taking some spectacular turns, particularly from the mid-18th century onwards in connection with urbanization and the increasing consumption of fossil fuels and spread of chemical toxicants. This Anthropocene, just now officially defined as a new geological "epoch"³ by 35th International Congress of Geology (Cape Town 2016), , illustrates the preeminence of the direct influence of certain major human activities on the planet's biophysical system, particularly those linked to the massive urbanization phase since World War II. This concept is now widely accepted, by an increasing number of researchers in the experimental sciences as in the fields of humanities and social sciences, not to mention law and philosophy.

For us, the Anthropocene is less an exclusive framework than a societal "meta"-issue that now underlies and challenges the social, political, cultural, economic, scientific and technical "landscape" of each society. Like the question of generalized urbanization, this requires the development of a systemic thought process taking into consideration all activities of human and non-human actors – not as mere objects, but as true subjects of this epistemological quest. We would therefore like to bring about a convergence of thought, culture, science and action towards the idea that **we are experiencing a new state of human habitation, directly linked to globalizing urbanization**⁴, marked by the massive impact of certain human activities on the planet's biophysical system and characterized, in particular, by: global warming and its multiscalar effects; the depletion of non-renewable and even renewable resources; the decline of biodiversity worldwide; uncontrolled hybridation of natural and technological objects. We will therefore consider the Anthropocene as this historic moment in time when human individuals and societies have to become fully aware of and wholly concerned about **i.** their vulnerable condition, both fully and simultaneously global and local, albeit socially staggered; **ii.** their direct responsibility for this systemic and transcalar vulnerability, due to the types of generalized urbanization worldwide; and **iii.** the need to reassess the innovation potential of urban life in order to redefine new ways of living and acting in common on the planet.

This project aims to stimulate this redefinition, taking all due care required with regard to the emergence of such a vast question. In effect, many historians⁵ have shown that the Anthropocene, as a combination of knowledge, discourse and images, offers a set of aesthetics and political action specific to the modern world, with all the attention required by the diversity and heterogeneity of urban trajectories, imperial capitals and colonial towns for instance sharing antagonistic memories and heritages from a common history. This approach may even offer a new major, integrating story, weaving into the same tale the anthropization of the planet, the current state of the world and future political expectations. The Anthropocene should certainly be taken seriously, without however straying into an analysis that fails to historicize the concept and examine the effects of truth regarding what is sometimes presented more as a performative, or even a self-fulfilling prophesy, rather than as a corpus describing a complex evolution not yet fully understood.

² Will Steffen, Jacques Grinevald, Paul Crutzen and John McNeill, "The Anthropocene: conceptual and historical perspectives", *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, vol. 369, 2011, p. 842– 867.

³ The term seems to have been proposed by Andrew Revkin in 1992 and taken up and popularized by Nobel Chemistry Prize winner Paul Crutzen., Cf. Simon L. Lewis & Mark A. Maslin, « Defining the Anthropocene », *Nature* 519, p.171-180.

⁴ Michel Lussault, *L'avènement du Monde. Essai sur l'habitation humaine de la terre*, Paris, le Seuil, 2013.

⁵ J.R. McNeill and Peter Engelke. *The Great Acceleration: An Environmental History of the Anthropocene since 1945* . Cambridge, MA: Harvard University Press, 2016.

Our hypothesis is that “urban” does not simply mean a space projecting the symptoms of an Anthropocene sustained essentially by the “carbonization”⁶ of activities and societies, a representation that has to be deconstructed by a large diachronic and relational approach. As the French historian Bernard Lepetit put it, “urban” is not a mere object of study, but both an artefact and an actor, whose historical existence and signification has to be methodically challenged. **Urbanization as a global process, integrating all the dimensions of societies, and urban as a system and network - towns are no islands -, are in fact major contributing factors to the historical entry into the Anthropocene.** We hope, in doing this, to develop a new understanding of the global and local facts connected to the organization of space and globalized societies, and to everyday life for the planet's inhabitants. Our approach mirrors that adopted by the International Year of Global Understanding, a global scientific network directed by Professor Benno Werlen from the University of Iena, for which our Urban School aims to constitute a cornerstone, as 2016 is the first year of this network, which will then continue its work (the PI is member of the scientific outreach panel of IYGU since September 2016).

1.1.3. The observable object: between practical applications and problematization

The entire inhabited world has now been shaped by generalized urbanization coupled with the entry into the Anthropocene. Disciplinary knowledge, expertise, engineering, and practical skills acquired over the course of modernity (formal logical, nomothetic, etc.) are more often than not at odds with such a profound mutation. New theoretical and practical objects are required, which challenge certitudes and disrupt habits (life style and ways of life, social representations of an urbanized world, post-urban perceptions, traceability of individual activity and the redefinition of links between individuals and society, etc.). Unprecedented **scientific and practical dilemmas** are constructed and expressed within contemporary urban spaces, requiring new patterns of intelligibility, frameworks and types of intervention(s) and systems for the production and transmission of knowledge and knowledge legitimacy. All urban actors, whoever they are - researchers, political representatives, militants, practitioners of spatial planning and urbanism, architecture, design, landscaping and urban engineering, operators and major networks and facilities, economic actors, cultural institutions and last in this list but first in our project, the inhabitants themselves - are confronted with these dilemmas. There are only stake-holders in the age of anthropocene, raising an immense ethical questioning to the governance of its trajectory. But often, those actors cannot overcome these dilemmas because they lack the ability to render them comprehensible, and are confused by the multiplication of possible choices and by the discovery of the generalized uncertainty that permeates every action situation. They are also confronted by two paradoxes.

* Never have the human means dedicated to society, the biophysical environment and the living world itself been so powerful and concentrated in large urban organizations; at the same time, never has the fragility of human installations and their vulnerability to damage appeared so flagrant, to the point that some even foresee the potential collapse and disappearance of conditions rendering the world inhabitable for everyone.

* Although this situation is unprecedented in human history, one has to examine meticulously the issue of its prevailing social representations, the discourse of panic, doom and decline on the one hand, hope, innovation and resilience on the other, being deeply rooted in history and in political legacies.

These dilemmas and paradoxes foster the sense of an urban crisis (a crisis of meaning, in both senses of the word: both the signification and orientation of actions) opening the door both to alarmist thinking and to game-changing models. Their resolution requires the mobilization of new practical and cognitive resources, new ways of expressing urban problems and the implementation of ways of anticipating change, in a holistic and responsible perspective.

1.1.4 The Lyon Urban School factories

The Lyon Urban School is organized around three “Factories”, which will, in time, be grouped together in our so-called “Urban Transmitter” building. **These factories are intended as places, times and processes linking research, training, and action through creation and mediation.**

⁶ Timothy Mitchell, *Carbon Democracy. Political Power in the Age of Oil*, Verso, 2011.

1.1.4.1. The learning and training programs (see detailed presentation in 1.3)

The most important, indeed essential, factory in our Convergence Institute, that which constitutes the attractor and sets it apart, is that consisting of the training programs. In the very choice of naming our project “Lyon Urban School”, we want to underline that the *raison d'être* of thinking and researching is to “educate”, i.e. guarantee that the knowledge produced is rendered didactic, transmitted and shared as public property in order to contribute to the overall progress of society. Educating thus means co-elaborating knowledge through innovative pedagogy and teaching in order to offer different ways of anchoring it in social and practical terms. Our Convergence project therefore aims to highlight this transmutation of the knowledge and theories resulting from laboratory work into tried and tested knowledge transferred and activated by students into their own fields of action and creation. Our objective is actually to train the actors involved in the necessary mutations of contemporary urban habitation in order to disalienate them from the paralyzing conception of anthropocene as a doom.

1.1.4.2. The Studios

The purpose of the Studios is to bring together doctoral students, researchers, practitioners and political actors to address emerging issues, cognitive lock-ins and eagerness to participate. The aim is to produce knowledge to develop in order to generate new epistemologies. The studios will be created in an *ad hoc* manner at the request of the Lyon Urban School participants. Below are the types of studios that will be formed:

* *A creative thinking lab* to foster collective theoretical thinking and test ideas thrown up by the momentum generated by the convergence institute. This laboratory will make it possible to address live issues without being hampered by academic constraints, and propose intelligibility patterns off the beaten track, sometimes associating resources presented as weak, while defending the need to challenge our knowledge and certainties. This lab will enable researchers and actors to elaborate programs questioning and rethinking the spatial or/and the diachronic dimensions of urban anthropocene, incubating in the Lyon – Saint-Etienne metropolis a heuristic and comparative process of transdisciplinary urban study. Neither exemplary nor generic, this metropolis represents a rare situation of industrial, environmental, cultural and political intertwined interest, that deserves an especially voluntaristic inquiry.

* *Reflective studios* to address practical dilemmas. The aim here is to collectively objectify problematic situations with the help of postgraduate and doctoral students, experts, academics, militants, inhabitants, etc., by insisting first and foremost on the differences that may exist in our manner of objectifying them. We aim to favor a type of knowledge based on the importance and virtue of expressing disagreement, as well as on the ability to give new meaning to practices by the reflective process made possible in a discussion group context. The real-life nature of the situation at issue will constitute a starting point for discussion.

* *A digital interfaces learning lab.* These may be designed as new ways of connecting situations, knowledge and actors. The academic disciplines that organize traditional courses, legitimize professions and define occupations, tend as a result of their growing autonomy to “distance” themselves from normal, everyday life. Digital technology, as an anthropological means of creating relationships between individuals and groups, on the one hand, and knowledge, on the other, offers new mediation of urban knowledge and subjects, new modes of action and decision and unprecedented opportunities for intervention and the creation of new systems and measures. All of the above affects scientists, practitioners and inhabitants alike on a daily basis, in their seemingly most day-to-day practices. For this reason, this learning lab will offer the chance to bring together practitioners and inhabitants in touch with digital urban issues and with the “learning city” (see below) and community laboratories (fablabs, hacklabs, etc.) and researchers on the subject.

1.1.4.3. The demonstrators

The purpose of demonstrators of all sizes (from the micro-situation of a school project to scale 1 situations) will be to **anchor the institute's approach with regard to experimentation**. They will constitute a key tool for validating/refuting the working hypotheses produced by the various studios and by all research partners. These urban demonstrators will bring together practitioners (local authorities and companies), teaching and research staff, researchers, students, militants, and inhabitants, based on measures to experiment with urban action, taking adequate

time to obtain feedback, which will then be fed back into training activities. Implementation of these demonstrators (which will also use technology developed by the digital platform, see below) will be entrusted to doctoral students, under the supervision of teaching and research staff and researchers acting as "mentors".

* *"Spatial planning clinics" and "school projects"*, lasting from 3 to 5 days, following the example of similar practices in the United States and Canada, will make it possible to address collectively, often with the direct involvement of students in identifying needs and conducting operations, a difficult, divisive and real-life planning problem concerning an urban space, irrespective of its scale (e.g. management of building sites, areas of wasteland, spread of slums, etc.). **These clinics are designed as spaces for experimenting with new types of action** with regard to space (ephemeral, modular, co-constructive, etc.) and will closely associate practitioners confronted with the growing complexity of urban realities but whose occupations are unable to offer practical solutions. These clinics will take place *in situ*, in the areas concerned and with local actors. They will constitute a key tool for opening up the institute to the outside world. Locations will be chosen based on the responses of local actors to an annual call for interest and joint preparation, following the selection of each clinic's program with said local actors.

* *The annual urban dispute*: As part of its activities, each year the Lyon Urban School will launch an original type of activity: an **urban dispute court case**, enabling investigation into a divisive phenomenon, both for and against, and will involve judges, prosecutors, lawyers of civil parties and defense lawyers, and witnesses (roles played by teaching and research staff and by doctoral students). The case will be decided by a people's jury composed of volunteer inhabitants, selected at random. This "serious game", requiring a great deal of rigor and precision, will make it possible to address sensitive issues in a different way, in partnership with local authorities and public operators. The first cases planned will concern the urban toll, the role of urban agriculture, the production and distribution of renewable energy, issues concerning residential enclosure and new forms of engagement in the public space.

* *A project concerning a scale 1 demonstrator*: this involves experimentation with alternative spatial planning for urban spaces designed with a view to energy transition and combatting heat islands, while offering the best possible urban social amenities. This project is based on the development of 40 hectares on the Ain plains, a few kilometers from the center of the Lyon metropolis, and is currently in the design phase. It involves the Plaine de l'Ain community of municipalities (*communauté de communes*), the Auvergne-Rhône-Alpes Auvergne region and the LabEx IMU. This demonstrator will be affiliated to the Lyon Urban School, thereby stimulating experimentation, partnerships, and the development of school projects.

* *The EPOC project* (Establishment of a local climate change policy: constitution of an external observatory). This project is under development. It currently involves Métropole de Lyon (the Greater Lyon local government authority), the Agence d'Urbanisme de Lyon, Météo-France, social science laboratories (Environnement Ville Société - UMR5600), and thermal energy and fluid mechanics laboratories (CETHIL - UMR 5008 and LMFA - UMR 5509), as part of the funding of the launch of the LabEx IMU. The development of this kind of demonstrator involves the participation of other industrial actors (EDF), and public bodies (CEREMA), which could facilitate the scientific, technical and educational guarantees that its affiliation with the Lyon Urban School would represent.

1.1.5 The platforms

The purpose of the platforms, located in the Urban Transmitter building, is to **handle logistics and resources for the functioning and dissemination of the results of the work of the factories**. They would represent a base for the scientists and research engineers involved in the Lyon Urban School. They would mainly be hosted within the Issuer.

1.1.5.1 A digital platform

This will make possible full use of the digital data produced by the metropolitan authorities and their partners. The platform will provide the aggregation and/or collection of data (including in a controlled environment), the proposal of validation elements, and monitoring, made possible by data cross-referencing. It will develop immersive technology in virtual representations, themselves composed of elements from the real world (augmented reality), which **will enable participants involved in the factories to better comprehend certain urban changes**, and

even measure their impact in terms of visualization and the installation of new perceptions. It will thus be possible to address issues such as data security and data privatization on a very large scale, thanks to special infrastructure set aside for this purpose. Lastly, access to this data will also offer the possibility of producing new data thanks to the models and simulations with which it will be possible to interact within the platforms. We already have experience of this kind of development thanks to LabEx IMU's partnership with Métropole de Lyon, local authority which is producing more and more data (over 500 different data sets spanning an area of almost 1,500 km² and render accessible to all.

1.1.5.2 Exhibition platforms and public discussion forums

These platforms will provide logistics and organize exhibitions, forums and public discussions generated by the factories. They will enable us **to test the robustness of ideas and knowledge** through their productions, in the form of creations, and public discussions - for which this platform and those responsible for running it will develop partnerships already in place in Lyon (La Villa Gillet, Les Subsistances, the Musée des Confluences) and elsewhere (Arc en Rêve in Bordeaux and the CCCB in Barcelona). This type of cultural mediation will enable us to test the social "pertinence" of the research conducted (interest and importance of issues at stake), as well as the importance of their goals (construction of knowledge, support for action, etc.). The initiator of the Lyon Urban School project, as well as some members of the steering team, have already formed partnerships and developed communication and knowledge discussion activities with all the aforementioned structures, and we will use this existing network as a base.

1.1.5.3 The incubator for scientific and technical excellence

The Lyon Urban School **must contribute to the emergence and/or support the work of junior and young senior researchers** to enable them to establish themselves quickly as top ranking scientific leaders, able to promote our research and training internationally. Our results in this respect at the Lyon site, in the field of urban science, are not as good as they could be. For this reason, we intend to develop an incubator with 3 objectives forming part of our 2-, 4- and 10-year plans, thanks to the implementation of specific support measures inspired by global best practices.

* Support for obtaining "Director of Research" (in French, "HDR") status for researchers under the age of 40 with 10 years of experience. This support will consist in offering a reduced workload and mentoring by a scientific committee to enable candidates to carry out this exercise, which is mandatory in order to take up a professorial position, under the best conditions.

* Maturation and support for national and international projects. We will, of course, offer applicants administrative support, but also scientific support in the form of mentoring. This will involve helping those selected by the scientific council of the Lyon Urban School to respond to invitations to tender by the ANR (French national research agency), in addition to setting up international partnerships (notably by requesting the support of organizations such as the CNRS).

* Maturation and scientific and strategic support for European projects. We are targeting the Starting and Advanced grants from the ERC and H2020 and equivalent projects. We consider that our school should act as an incubator for this type of project. The role of the Lyon Urban School's directors and scientific council will be to identify potential candidates meeting the scientific and influential criteria for this type of project. Those chosen must be capable of leading breakthrough research with significant collective knock-on effects. We will offer them exercises to prepare for interviews. If they are successful, the Lyon Urban School will host them in its premises, award them Lyon Urban School international "ambassador" status, a title which will be created and accompanied by means ("seconded" doctoral and post-doctoral students and travel budgets), in order to forge close relations with foreign partners.

1.1.6 The laboratories and partners

The LabEx IMU, and in particular certain UMR (research units shared and co-funded by CNRS and Universities) comprising it, as well as the IXXI, can be considered as the primary factory of the convergence institute, insofar as they conduct the scientific research which, in conjunction with other levels of knowledge, make it possible to address

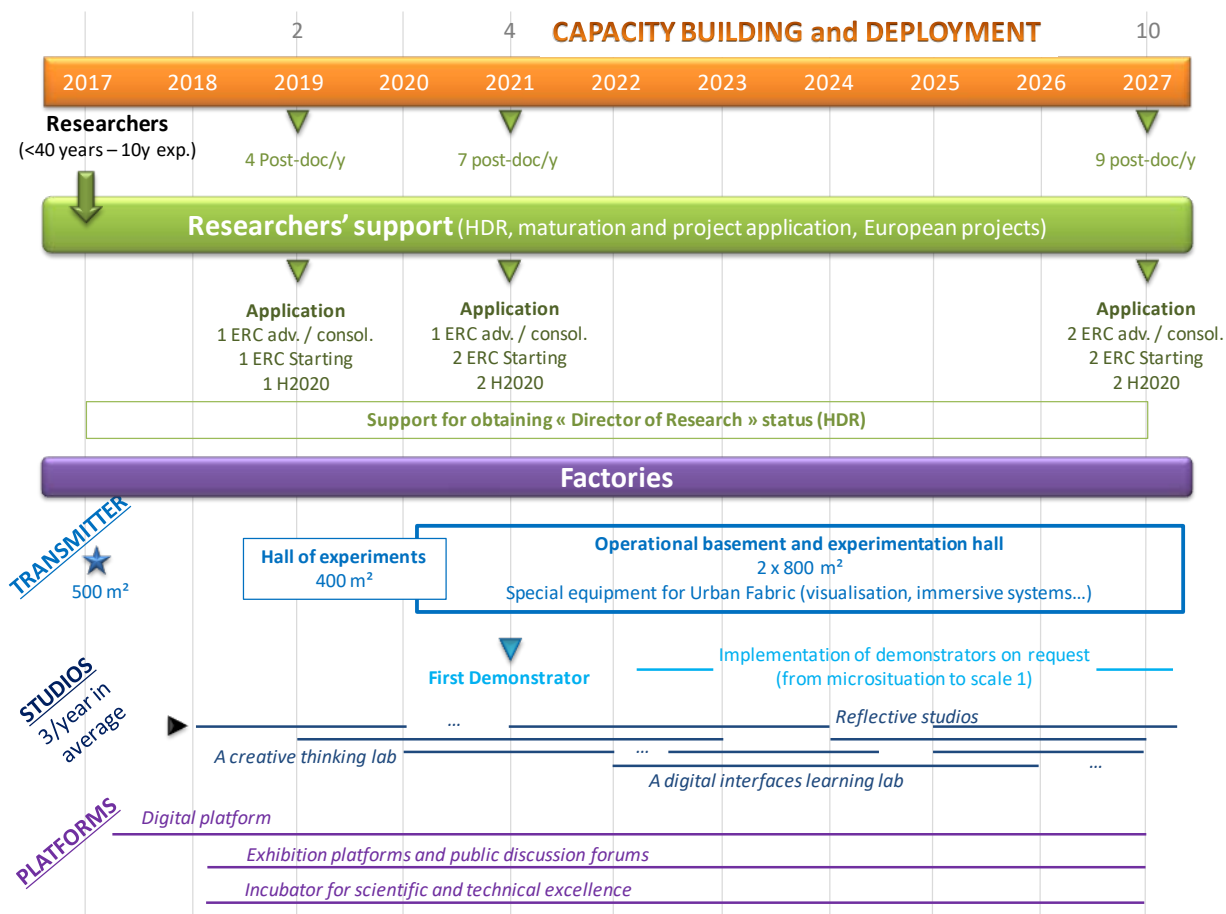
the problems we have placed at the center of our project. It is based on this scientific activity that we hope to produce new intelligibility models for the urban realities of the Anthropocene epoch.

1.1.7. A single place of convergence

The so-called Transmitter building, situated on the Lyon-Tech la Doua campus, will be the **"epicenter" of the Lyon Urban School**. This building will also house the LabEx IMU, (already located on this campus in temporary premises) and ENSAL research laboratories, creating a veritable coherent and visible cluster, radiating out to other sites within the scope of the Lyon-Saint-Etienne COMUE and creating a working environment fostering exchange and suitable for hosting French and international students and researchers. This Lyon-Tech La Doua campus (a beneficiary of "operation campus") is the main university site of the Lyon-Saint-Etienne metropolis. It is frequented by 30,000 students and houses the teaching faculties, laboratories and experimental sciences, IT and environmental institutes of the Claude-Bernard Lyon 1 University and of the CNRS, in addition to the Lyon INSA.

We will have the use of 2 floors of 800 square meters and a basement of 500 square meters, operational from the start of the project, and a hall for experiments of at least 400 square meters usable within 2-3 years. These floors will be modular and will enable us to carry out experiments that will evolve according to the project's needs. Special equipment will be available for data acquisition and visualization in immersive systems. The School's directors as well as the studios, demonstrators and exhibition and forum platforms will be located in this building. Research premises will also be available and will be pooled with LabEx IMU. This building and the principle of factories will offer teaching and research staff and doctoral students unprecedented facilities. Thanks to "PIA" government funding, we will also provide a pool of engineers and research technicians to support the activities developed by the Urban School. This will be in addition to the assistance allowance we will set aside for all our doctoral and post-doctoral students, creating research conditions in line with the very best global standards.

Timeline for capacity development and deployment targets.



1.2 SCIENTIFIC DESCRIPTION OF THE RESEARCH PROJECT

1.2.1. Initial practical dilemmas

We plan to build an agile organizational model, prefiguring a new way of understanding, transmitting, teaching, acting, practicing and researching: the **resolution of and by problems approach**. The participants (whoever they may be: inhabitants, practitioners in local authorities or engineering firms, entrepreneurs or researchers) find themselves faced with the conditions imposed by generalized urbanization and entry into the Anthropocene. The acceleration of environmental changes, social transformations, economic cycles, pace of life, etc., and the reshaping of the boundaries and scales of all phenomena (individual and collective), which now always take place both locally and globally, are generating new problems concerning the place of the individual and collective regulation, the construction of democracy and the exercise of power(s).

Based on this plethora of action, we have rejected a top-down approach in favor of the pragmatic capture, in active situations, of the complexities of interactions between human agencies themselves and between human agencies and non-human entities, which constitute stakeholders in any challenge. Our project is therefore based on an epistemology both **pragmatic** (what humans and non-humans do and the manner in which they do it is central to our investigation and observation, and forms the basis on which the new urban ecology science that we hope to consolidate is being built), **situational** (we can only observe practices in precise situations, the conditions and possibilities of which we must each time study), and **relationship-oriented** (the dynamic links between actors and their courses of action, between humans and non-humans, between individuals and objects, between situations and their environments, etc., are more important to observe than static realities). We would add that the social reality is greater than the subject itself; imagination, images, ideologies, affects, values and cultures are, like scientific and expert ideas and knowledge, rules and standards, stakeholders in the slightest practical dilemma situation.

1.2.2 The scientific questions

The dilemmas we propose to address can be listed in 5 main, non-disciplinary "fields" of scientific problems, which cover at the same time the major issues and imperatives for action, and whose approach requires a redefinition of our ways of thinking, acting and transmitting knowledge. For each of these fields, the teams working together for the Lyon Urban School can rely on proven scientific developments. Our project, however, involves pushing thinking and research beyond the current state of the art and the simple consolidation of standard academic knowledge. We propose at the end of the presentation of each fieldwork a list of research laboratories implicated with a color code indicating expected level of involvement and commitment: **in pink**, labs most implicated and concerned by the fieldwork's issues, which should be leader of the research programs ; **in blue**, labs which are able to tackle frontier topics, to propose alternative or/and complementary points of view; **in yellow**, labs which are less directly concerned by issues, but where researcher could be mobilized on particular topics. **In grey**, labs which might be involved in our project after 2019. **See list of research institutions involved in appendix 2.**

Due to the maximum size restrictions on the main document, the scientific questions are explored more fully in appendix 4. With regard to the initial file, we have reinforced the historical dimension of our project and the theme concerning the Anthropocene urban environment sciences. We have also decided to create a reflective epistemological workshop (see below, point F).

A. The vulnerability and dynamism of urban spaces in the context of global change

A.1) Principles of generalized vulnerability

A.2) How to plan new urban models that are vulnerable, fragile, sustainable, fair and inhabitable for all?

A.3) How to develop a resilient approach of the process of global change at the level of local urban life, involving heritage, resources, representations and prospective thinking, in a "do it yourself spirit?"

Research laboratories involved: EVS, GATE, IRPHIL, HISOMA, LAET, LARHRA, OTHU, LAURE-MCC, ARAR, LICIT, CMW.

B. The environments composed by Anthropogenic urbanization

B.1) The "Nature en Ville" governmental scheme and policies to preserve or restore ordinary and inherited biodiversity.

B.2) Public health and ecological risks in urban environments

B.3) Urban air pollution and global change

Research laboratories involved: LEHNA, EVS, LARHRA, OTHU, IRCELYON, GATE, LNR, LAURE-MCC, DEEP, LER, LNR, Archéorient, HISOMA, CETHIL, LMFA, RDP, EM, ISA.

C. Science and technology as a mode of intelligibility for urban situations and for orienting action

C.1) The modeling of anthropogenic urban complex systems

C.2) How to conceive and foster new urban engineering techniques?

C.3) Use of IT tools and the importance of Big Data

C.4) New forms of digital imaging

Research Laboratories involved: LIRIS, LAET, CITI, LER, LICIT, CETHIL, ELICO, LGCB, IRPHIL, LEHNA, LMFA, MAP-ARIA.

D. What is a Learning City?

D.1 Characterization of urban organization as a real cognitive system in and of itself, where inhabitants and actors are constantly learning.

D.2 Characterization of urban organization as a system constantly collecting knowledge, and gradually evolving as this knowledge "enters" a particular place in the system.

Research laboratories involved: ELICO, Triangle, LIRIS, GREPS, CITI, EVS, CETHIL, MAP-ARIA

E. New governmentalities and professionalities

E.1) Forms of government and ways of involving citizens in the participatory management of urban sociosystems in their different dimensions

E.2) Challenging the standard model and tools of urban planning, particularly those of the major mobility, water and energy networks, but also those of construction, by paying attention to the "architectural and urban model" of anthropogenic metropolises.

Research laboratories involved: Triangle, EVS, LARHRA, IDE, IRPHIL, ELICO, CMW.

F. Epistemological workshop

The research carried out as part of these five themes necessarily requires the development of a methodological and epistemological process of reflection, particularly on the subject of the systemic nature of the urban Anthropocene, and vigilance with regard to the history of knowledge and interdisciplinarity. For this reason, the Urban School will organise a research workshop on critical epistemology and contemporary scientific history.

1.3 DESCRIPTION OF THE TRAINING PROJECT

1.3.1. The potential of the site

Our project is based on a particularly extensive range of training programs and partner institutions, in conjunction with the qualitative leap made in the Lyon - Saint-Étienne training offer during the last certification campaign. This denotes the existence in the region of a long-standing specialization with respect to pluralistic approaches to the urban issue, deeply rooted in Lyon's vast experience in urban development. The aim of **our Institute is to structure this "capital" in a "School" to propose and support a new interdisciplinary, reflective and integrative way of considering urban development** in the Anthropocene epoch. To do this, there is a need to both coordinate and create synergy where existing training programs are concerned, as well as providing support for emerging projects within this thematic area. Working on the "Convergence" dynamic, it is also a case of generating international connectedness for this training potential, allowing Lyon to head up a network of innovation on urban issues.

Our project mainly draws on the creation in September 2016 of a new Master's degree specialty "Cities and Urban Environments" ("Ville et Environnements Urbains", VEU), which brings together 10 academic institutions and training schools from the Lyon - Saint-Étienne site, with more than 100 teacher-researchers representing 12 academic disciplines. This ambitious degree specialty represents an initial demonstration of our collective ability to invent a new academic offer. The six courses that make up this specialty, as well as the major transversalities regarding environmental and climate issues, participatory issues and social engineering, and international urban development issues, will constitute the main appeal of the Graduate School for the first two years after its opening (see below).

Furthermore, close educational ties involving eight other inter-establishment Master's courses on the same site will help strengthen the global structure. While these courses do not exclusively or centrally address the urban issue, they do develop more specialized skills that are essential in the global understanding of issues related to the Anthropocene. To this we can add the specialization degree courses offered by the site's Engineering Schools, as well as the courses offered by both the École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon. Finally, we will also draw on the existing doctoral training potential, notably in 6 of the University of Lyon's 12 Doctoral Schools: ED 483 Social Sciences; ED 485 Education, Psychology, Information and Communication, ED 487, Philosophy ; ED 512 Maths and Computer Science; ED 341 Evolution, Ecosystems, Microbiology and Modeling; ED 206 Chemistry, Processes, Environment **(See Master's degrees and course references in appendix 4)**

1.3.2. The training project: the learning and training programs

1.3.2.1. The doctorate. This will constitute the backbone of the School, as we believe that the dilemmas that urban situations cause for individuals and societies require the intervention of top-level professionals, trained in the creative research approach that we are promoting through this project. We thus suggest structuring our Urban School around three related aspects of doctoral programs:

a) The Anthropocene Urban Studies Graduate School program: The Lyon Urban School's new doctoral program in Anthropocene Urban Studies is a non-disciplinary program (objective: 4 PHD theses funded per year after 2 years, 8 after 4 years, and 16 after 10 years). It will draw on a selective Master's degree course (30 students per year, half of them recipients of a scholarship), connected with the VEU Master's degree specialty, and which will involve from the outset the majority of the students continuing their studies to doctoral level. We therefore propose developing within the Urban School an **original curriculum comprising a doctorate and integrated interdisciplinary Master's degree**, pursuing the idea of training specialists in Anthropocene urban studies through research. Some 33% to 50% of the doctoral students will nevertheless be recruited from outside this Master's course to further enrich the variety of student profiles and ensure the dynamics of multidisciplinary, particularly where the experimental sciences and engineering are concerned. **Thanks to our scholarships for master and phd students, we'll insure social and gender equity of our recruitment.**

The students integrated from the Graduate School Master's course will be required to choose training modules in at least one other Master's degree on the Lyon - Saint-Étienne site. This choice will be approved by their tutor. They will

also participate in the general weeks (two per semester) planned within the framework of the Master's degree courses offered on the Lyon - Saint-Étienne site, which will allow them to experience other scientific approaches and reference fields. The Urban School's participation in these general weeks will also raise awareness among other Master's degree students with regard to the importance of Anthropocene urban studies, encouraging them to choose the complementary skills module at doctorate level (see below), or even the Anthropocene Urban Studies doctoral program itself. The Urban School will also organize a two-week International Summer School open to students on other, non-specialized Master's courses to provide them with an intensive analysis of the fundamentals of urban issues.

All of the students applying to this doctorate will be admitted on the basis of a **“competitive examination”** structured around the defense of a dossier by each candidate before an audience of doctoral students already studying on the program, with the defense being assessed by a board of examiners. Those studying on the integrated Master's degree will also present this defense, but with the advantage of having been prepared for this assessment throughout their course. They will also be offered the possibility of taking a gap year between the Master's degree and the doctorate, allowing them to work on their research problem and gain a clearer understanding of their research fields. The doctoral part of this curriculum will include the systematization of the shared supervision of the theses and the annual international thesis committee, confirming the continuation of the curriculum. The goal is for **100% of the theses to be internationally co-supervised in 10 years' time**. To expand the internationalization aspect of the program, we ultimately plan to offer five semesters per year for foreign doctoral students (travel + accommodation + daily allowance), and will also fund six foreign placements per year for our own doctoral students.

b) The establishment of a **“Complementary Skills in Anthropocene Urban Studies” certification** program offered to students from all of the University of Lyon's Doctoral Schools (notably the five mentioned above in section 1.3.1). These modules will be organized as a specific one-year mentoring program comprising 60 hours of training for the interested students. This program will be specially developed for each student at the request of his or her Doctoral School and after acceptance by the Urban School's Academic Board (objective of 5 mentoring programs per year after 5 years, and 6 after 10 years). An Urban School mentor will advise and tutor the student. This module will consist of specific classroom and distance learning training sessions, as well as guided field placements. This first form of multidisciplinary, which tends to “urbanize” the training programs in a way, will provide an introduction to the field of urban studies for young specialists from other scientific disciplines. This will continue to ensure a specialization dynamic while allowing the students, if they so desire and/or if it proves necessary within the framework of their professional practice, to switch to a more radical form of multidisciplinary.

c) Within the framework of a **specific lifelong learning program, we will allow seasoned professionals to access the doctorate via a Recognition of Prior Learning scheme**. These professional candidates will be admitted after submitting a specific dossier and being interviewed by a panel of scientists and professionals with first-hand experience in the management of complex situations requiring a real action research approach. These doctorates available via the RPL (objective: 2 per year after 4 years and 5 per year after 10 years) will include a series of work and an original scientific paper. This training, unique in France, will represent a key vector for increasing links between academia and the fields of professional practice and the economy.

1.3.2.2. A comprehensive School. From this seminal activity of the Graduate School, we plan to organize, after 10 years, an entire innovative training field entitled “from high school to phd”, providing both initial education and lifelong learning, degree courses and skills training, classroom sessions and distance learning. Within four years, the School will thus offer students enrolled on Bachelor's degree courses (accepted on the basis of a motivated application) the opportunity to minor in urban studies. No ECTS credits will be awarded for this additional training, which will largely feature digital resources. Rather, it will represent a voluntary commitment on the part of the students, as well as a specific bonus to facilitate their admission to the Graduate School curriculum (Master + Doctorate). The Lyon Urban School will also, again within a period of four years, establish partnerships with four general, two technological and two vocational high schools on the site, with a view to raising the awareness of the students with respect to urban issues. Those actions will take the form of an annual module for eleventh grade students, an introduction to urban studies taught by doctoral students under the supervision of a group of teachers

from the high schools and the Urban School. The module can be validated as part of the obligatory supervised personal work for students in general secondary schools, or projects undertaken in the technological or vocational high schools.

As already mentioned regarding the Doctorate, **the Urban School will be designed with the aim of offering lifelong learning**, especially given that numerous urban professions require regular continuing training. To ensure that this type of training is fully effective and efficient, the Urban School will also partner with at least one national continuing education and learning provider within a period of three years. It will also seek to obtain its own lifelong learning certification by its 10th year, and develop projects involving secondary schools in the Académie de Lyon.

We propose to create in 2019 a new and unique high-level, bilingual (French and English) continuous learning course similar to an MBA, for professionals in urban fields: **Audit and Consulting in the Urban Anthropocene**. This (paying) course will aim to provide skills to the best international standard to individuals who need to conduct urban consulting, support private and public contracting authorities and evaluate public policies. We are convinced that these high-level roles are becoming increasingly strategic and that the auditors will be able to boost their careers as a result. Each year 15 auditors will be selected and accepted for one year, organised on the basis of six sets of three days on different sites in Lyon, France and abroad, during which they will come into contact with high-level scientists, players at the forefront of action on the ground and eminent politicians. This project is an innovation compared to our first candidates' file.

1.3.3. The educational methods

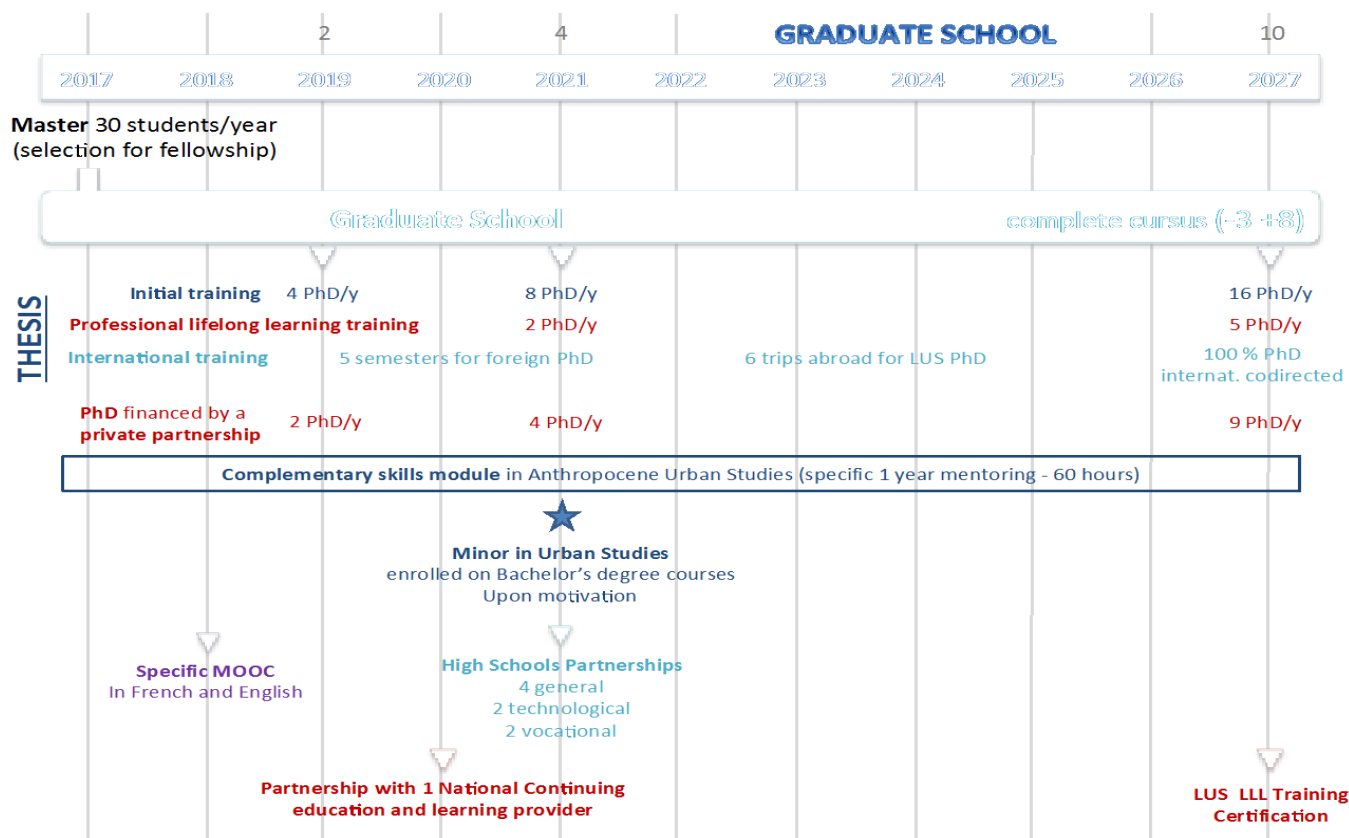
The objective of Lyon Urban School is to allow the admitted students to test new ecologies of knowledge and action, thereby increasing their capacity for discernment in ongoing processes of change and to take action. **The School will use teaching methods and learning styles that are both adapted and different from traditional education:**

- * Greater involvement on the part of the students, who will move from a position of mere “listeners” to one of “experimenters” and “participants”.
- * Pedagogy organized around action (doing in order to learn and understand), supported notably by collaborative digital resources and reversed pedagogies, increasingly involving the students in their learning strategies.
- * Greater mobilization of individual and collective experiences (socialization of the students in collaboration, exchange, responsibility and competition).
- * New ways of identifying problems (social, technical, economic and environmental) and their solutions by computer simulation generating new expectations and accelerated rhythms of “experimentation” through the use of virtual experiments and experiences.
- * Encouragement and support for the students in researching and experimenting with new forms of restitution of their thinking and presentation of their work.
- * Development of “participatory training” that will involve citizens, inhabitants, users and clients in the training actions. International publics will also be involved, notably by expanding the project activities to virtual communities of international students and urban populations.
- * Hybridization of the training sessions (in the classroom, distance learning) and systematization of work-linked training (field/classroom, company/Institute-laboratory). Mentoring will play a key role in this context, as will peer support and guidance.
- * Development of a specific MOOC *Études urbaines anthropocènes / Anthropocene Urban Studies*, which will be one of the major productions of the Lyon Urban School (MOOC available in French and in English from 01 September 2018). Following an introductory session, it will include several specific courses: i. *Introduction to Urban Studies*, intended for Bachelor's degree students and the general public (in French); ii. *Graduate School*, a SPOC reserved for students registered on our main program (in French and English); iii. *Additional Skills in Urban Studies*, a SPOC for doctoral students enrolled on this additional course (in French and English); iv. *Lifelong Learning*, a specific continuing education course (in French). These MOOC modules are intended to supplement the classroom training sessions,

which will in turn supplement the different courses. The students will be expected to be direct contributors to the digital sessions. The doctoral students wanting to benefit from a teaching assignment will be required to schedule half of their teaching hours for the MOOC.

For the design and development of this MOOC and for the support of the educational methods, we will draw on the skills of the ICAP Department of the University of Lyon 1, the University of Lyon 2, and the Institut Français de l'Éducation at ENS Lyon. We will also recruit one full-time ICT for Education and digital pedagogy engineer for all of the School's digital educational materials.

Timeline for graduate school targets.



1.4 SOCIO ECONOMIC IMPACT

We obviously expect that the research activities carried out within the Lyon Urban School will generate publications and the obtaining of funding for national and European research projects (we aim to obtain at least one ERC project per year after 5 years). But we must assume that this is not the main aim of this project, in accordance with what we have understood as the purposes of this call for tender. Thus, **the major impact of our School will indeed be societal**. The changes we are looking into have a direct impact on human activities. It is therefore also a case of preparing societies for a real socio-economic transition. The Lyon Urban School project intends to contribute to this, inventing a new way of understanding urban and environmental issues, and rethinking the relationships universities, research laboratories, businesses, local and regional authorities, administrations, associations and urban populations can maintain within a constantly changing environment. This will of course allow for generating new knowledge and original know-how, as well as training responsive and urban-savvy professionals, with an expanded knowledge spectrum, capable of understanding and anticipating complex and shifting urban issues. These new professionals will be fundamental in the effective, relevant and adjusted management of the issues and challenges that result from the convergence between the Anthropocene and widespread urbanization, leading to greater economic and social effectiveness.

Our emphasis on training obviously reflects our concern to contribute to the personal development of individuals, but also to ensure their employability throughout their career at a time when job destruction is linked in part to the progress of work and organizational productivity, as well as the expanding scope of artificial intelligence, automation and robotics, in medicine and soon no doubt also in biology. In this context, it is less the acquisition of prerequisites specific to a trade or an exclusive profession that is important, as **the ability to promote the value of knowledge and experience across several types of activities**. In our opinion, the linking of training, action and research within the various factories contributes to a training program enabling individuals to mobilize their resources (knowledge and experience) in various action situations. Being able to work in project mode, learning to work in multiple collectives, being in a position to learn while at the same time producing and transmitting: these represent the best ingredients for a culture of autonomy, conducive for an individual to be able to assert his/her achievements in various activities and to enter a changing labor market that requires increasing creativity and capacities for initiative.

Contemporary crises alter the levels of confidence in all institutions and organizations, a fact that can notably be seen in the success of conspiracy theories, or in challenging the ability of science to explain and objectify reality. This lack of confidence requires institutions and organizations to constantly find new ways of reiterating the authenticity of their commitments, a very counter-productive endeavor. It is important to work toward a reinvention of social trust, which we consider a condition for the effectiveness of any exchange (whether cultural or economic). This reinvention can be found in closer proximity between the following four major poles of actors: i. communities and public authorities; ii. research and training institutions, and those responsible for the dissemination of knowledge; iii. businesses and entrepreneurs; iv. inhabitants. Drawing on the linking of these various actors, notably via the factories, the organization of the Lyon Urban School will contribute to breaking down barriers and promoting exchange around shared objects that the participation of each actor will allow for understanding. In the same way, this pooling of skills, knowledge and resources will help address the uncertainty of the action contexts and the vagueness of the solutions.

Thanks to these commitments, the Lyon Urban School aims to develop local and regional socio-economic networks involving all three aspects of training, research and action. These networks will be quickly completed by ramifications generated by the training actions, i.e., students spread throughout France and abroad, as well as privileged contacts with companies and communities, particularly through RPL schemes and continuing education. The businesses, local authorities and urban planning agencies working in partnership with the original LabEx IMU consortium have already been contacted and questioned about the value of the Lyon Urban School project. All have confirmed this urgent need to reinvent the means of understanding urban and environmental issues in an interdisciplinary way, to bring together extensive expertise around common questions and mediating third places, to generate new prospects for action by experimentation, the renewal of forms of learning and organization, and the involvement of the publics concerned (inhabitants, users, citizens, activists, etc.). The Lyon Urban School will support this dynamic through its own means, but also by optimizing the use of industrial training through research schemes (CIFRE), doctoral student consultants, and postdoc students invited by the partner laboratories.

2 ORGANIZATION AND GOVERNANCE

2.1 PRINCIPAL INVESTIGATOR

The project initiator is Michel Lussault, Geographer, Professor at the University of Lyon. A recognized expert in urban issues, on which he has written several reference books, he also has extensive experience in project management and running academic establishments (he was president of University of Tours from 2003 to 2008, Co chairman of the French National Board of University Presidents from 2006 to 2008, President of University of Lyon from 2008 to 2012). He recently became involved in a reflection on the issues of training and educational innovation (He's yet chairman of the French National Council for School curriculum). He also heads up several scientific mediation and curating actions and programs. For example, he's been scientific leader and co-curator of the international exhibition *Constellation(s). Nouvelles manières d'habiter le monde (Constellation.s New ways of inhabiting the World)*, organized by the architectural center Arc en Rêve, Bordeaux, France, from June 2nd 2016 to September 25th 2016.

If the creation of the Lyon Urban School is confirmed, Professor Lussault will devote himself full time to its development, its various research, training and mediation aspects, as well, of course, as the actual management of the School. (see resume of his CV on annex 3 and detailed CV on our web site: <http://www.lyonurbanschool.fr/>).

2.2 PARTNERSHIP

Our project stems from the dynamic of the University of Lyon site that regroups 11 higher education institutions and forms a research and innovation ecosystem that is unique in France, boasting strong links with socio-economic partners (it is the second French site in terms of the filing of patents). This site demonstrates the capacity of the establishments to jointly design and develop innovative projects, as well as their willingness to confront highly societal issues and challenges. The research and training dynamics centered on urban issues led to the creation in 2011 of the IMU Laboratory of Excellence, the mainstay of our scientific legitimacy in presenting this Convergence Institute project today. The 28 laboratories (including 18 UMR or Joint Research Units) making up the LabEx will constitute the core facilities through which our scientific issues will be addressed. But our Convergence Institute intends to significantly exceed the scope of the IMU project to create a whole new type of school, which will allow for developing the global research and innovation training potential of the Lyon - Saint-Étienne site.

2.3 GOVERNANCE

2.3.1. Scalability of the project

Due to the very innovative nature of our problematic, the proposed activities and radical multidisciplinary that we want to focus on, our project is anything but a routine academic proposal. Rather, it represents a complete departure from the norm, experimentation comprising a significant part of the project objectives. This is why the governance of the project will, by its responsiveness, ensure the dynamic of the Institute at the start, representing a preliminary test period. It will have to have the capacity to both accommodate new proposals while drawing on the existing research and training potential (the Doctoral Schools in particular), without which nothing can be envisaged. Our Convergence Institute, even if based on the pre-existing "bricks" available on the site of the Lyon - Saint-Étienne COMUE, should thus be considered a work in progress. From this point of view, **the first four years will be decisive and can be considered as a trial period to test our ability** to federate the local actors around new intelligible models of societal realities and urban practices, new training methods, factories and actions.

We will use the first two years in particular to set up the planned mechanisms and activities and to stabilise governance and relations with the university institutions. During this period, we will also prepare to cross the threshold of 200 FTEs by mobilizing increasing numbers of researchers within the laboratories and by expanding into new areas of research, training, action and innovation.

Hence, a number of specialists in air pollution analysis (a new theme addressed by the LUS) will join us from 2019 onwards, which we are preparing for by integrating four chemist colleagues as of 2017. Similarly, in 2019 we will incorporate into the project additional members of the Lyon Philosophical Research Institute, a research laboratory in philosophy and ethics (EA 4187). Three philosophy colleagues (specialists in ethics and vulnerability issues and who will work on research themes A and E) are present at the time this document is submitted and will prepare this deployment.

We hope to open up new fields within a maximum of four years after the launch of the LUS. The public health and environment theme will be developed and constructed based on the skills and network of the veterinary colleague and member of the Steering Committee; this will enable us to address issues surrounding the public health risk, regulations and safety, key concerns central to the urban Anthropocene. We would also like to develop cooperation with INRA in order to address in a more systematic manner the question of urban "animality" and open up the LUS to problems linked to food supply in cities and to the development of urban and peri-urban agriculture. Preparation for this cooperation will involve the inclusion of researchers involved in these fields as of the submission of the file.

We thus aim to reach 230 FTEs after three years.

We will also reinforce partnerships with cultural social and economic players, with the aim of achieving optimal permeability between academic and professional entities as of 2019-2020. The Musée des Confluences, which supports

this project in 2017 (see letter of commitment in our web site), will become a full partner within three years (the time needed to finalise the partnership, plan the first joint events and define the financial commitments on each side).

During the 4 first years, we also need to define our success criteria. This activity will be essential for the governance of the Institute, which will be able to rely on an external service provider commissioned to monitor implementation during the first four years and determine the relevant indicators.

2.3.2 Organization of the governance

Since our first file, we work to clarify organisation of governance in order to reinforce its efficiency. It's not an easy task because our project is based on a very large system of partnership (see image below). LUS will be based on a system of governance by project in the interests of responsiveness and efficiency. **The steering committee** will be composed of six academics (at the origin of this file) and three high-level members of staff. As the executive body, it will meet on a weekly basis. Headed up by the PI, it will be responsible for steering the project from a strategic point of view, managing the cooperative work and taking decisions with regard to the choice of action and allocation of resources. It will pay particular attention to the coordination of training actions. To this end, it will organise three meetings per year of the training managers mobilised as part of the LUS (Masters and Doctoral Schools) and managers of the specific training courses presented in 1.3.2. It will also organise once a year at least a one day general meeting with all students involved in LUS courses.

The steering committee will appoint project managers for a period of two years to work in a targeted and intensive manner on critical issues. As of the launch of the LUS, three project managers are already planned and the individuals selected (2017-2019): 1 to immediately internationalise the Urban Schools courses; 1 to straightaway develop mediation actions and participational science with various target publics; and 1 to develop socio-economic partnerships; 1 to develop partnerships on the issue of mobility and public transportation.

Institutional relations between the LUS and its sponsors and governing institutions (COMUE, Universities, Schools and CNRS) will be managed by a **board of directors** that will meet twice a year and will gather presidents of partner institutions (or their representatives).

The **scientific council** will ensure the relevance and coherence of the steering committee's choices with regard to course planning; Composed by the directors of research labs involved in LUS, it will meet once a year and will systematically receive LUS scientific reports. Each three years, we'll organize a scientific visiting committee, composed by 8 academics from foreign universities. This committee's report will give us an independent feedback on our activities.

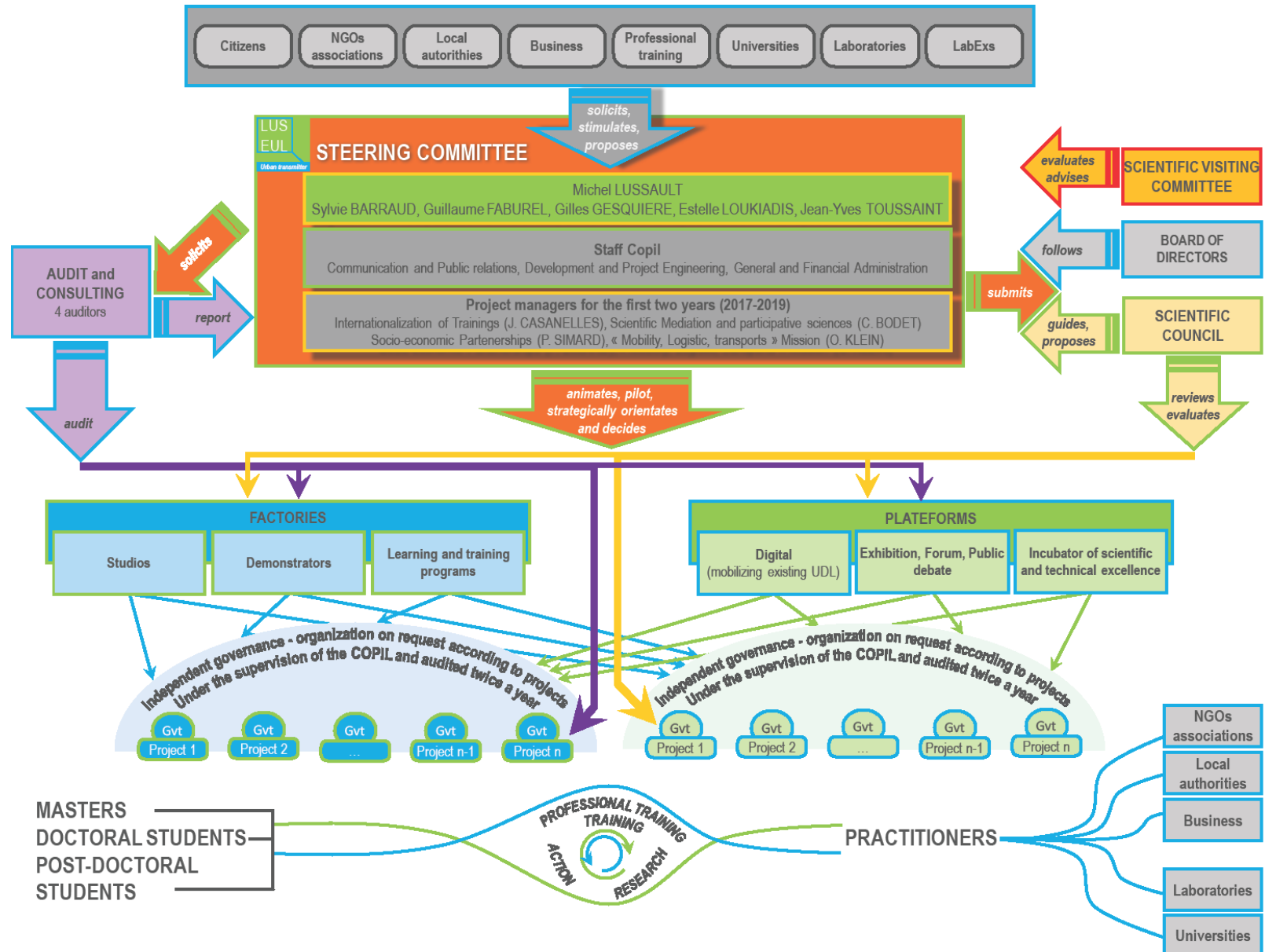
The projects developed within the platform and factory "entities" (each entity will be supervised and administered by an engineer coordinator) will be allocated resources and may organise themselves as they see fit depending on their specific characteristics and in accordance with the engineer coordinator. Each project will be bound by an obligation to achieve particular **results** and must conduct online follow up and *reporting*, according to a schedule and in a manner to be defined by the steering committee. The engineer coordinators of the platforms and factories will transfer information regularly between the project sponsors and the steering committee, which will meet with the sponsors at least once a year.

The steering committee will be supported from the outset by a **group of 4 auditors**. The first auditors (2017-2019) will be from audit firms with an urban strategy division. They will help the steering committee to define the rules for monitoring and evaluating the work of the Urban School and the projects it supports. As we explained previously, LUS will take the innovative step of setting up, as of the start of the 2019 academic year, a high-level, bilingual (French and English) continuous learning course similar to an MBA, for professionals in urban fields: **Audit and Consulting in the Urban Anthropocene**. Each year as of 2020, the steering committee will select one auditor to join the group of four LUS auditors for a period of two years, which will thus become on-going and will never include more than two "internal" auditors trained by the School. This offers a way for the Urban School to innovate both in terms of its functioning and in terms of continuous education and professional insertion. The aim of this course is also to contribute to rendering the LUS attractive to professionals in urban fields and positioning it as a model institution, as well as developing a network of partner auditors trained by our school.

Call for proposals Convergences Labs
2016 2nd wave

LUS
Submission form

Organisation of governance



2.4 INSTITUTIONAL STRATEGY

We have named our Convergence Institute “Lyon Urban School” because we are also working from the premise that for several decades now our urban and university site has been **a site that inspires design and generates permanent urban experiments in many fields**, notably that of social housing, as well as urban and spatial planning, mobility, the relationship of societies to rivers, the place of industry, food systems, urban health, etc. These intellectual and practical experiments almost always bring together researchers, practitioners, politicians, activists, inhabitants and businesses in an “ecosystem” that in itself allows the site to develop a certain approach to urban studies and issues, which we think would serve well as a school : thus, our aim is to strengthen what we can call a **French Urban Theory**, based on our previous scientific achievements and capabilities to develop the relationship between academia, the local and regional authorities, and the economic and associative actors. This successful relationship is both historic and continually renewed with each new project submitted. As such, it guarantees the originality of our proposal. The reference to Lyon therefore not only reflects a geographical location, but also our very specific way of perceiving and conceiving the urban question. This is also the reason why the project has been filed by the Université de Lyon. Lyon Urban School is also officially supported by the CNRS (see letter from president of CNRS on our web site)

The Université de Lyon brings together in a unifying structure 11 higher education institutions and CNRS. **The Université de Lyon federates and promotes the remarkable scientific research potential of the Lyon Saint-Etienne site** (the most important French University site outside the Paris region): 130,000 students, 6,000 faculty, 5,700 PhD students, 160 public laboratories. The Université de Lyon supports four projects within the “Instituts Convergence” call for proposals. These projects were selected after a screening process steered by the Université de Lyon’s executive board. This process was led according to the IDEXLYON2016 project strategy. With the goal of positioning the Université de Lyon among the world’s leading universities, the IDEXLYON project builds on three principal academic areas: Bio-health and society – Science and engineering – Humanities and urbanity. Integrated Programs of research, training and innovation will be implemented within these three main areas. Thanks to its initiatives favouring the site’s attractiveness and its innovative training and research, as well as the strengthening of partnerships between academia and the socio-economic world, the IDEXLYON project will constitute a major lever for the region’s further development, while at the same time positioning the Université de Lyon as a key player of higher education on the world stage.

Université de Lyon screening process resulted in the identification of four “Instituts Convergences” that could make a significant contribution to IDEXLYON. Each of these projects is indeed related to one of IDEXLYON mains strategic themes and will contribute:

- * to bring the research-education-innovation activities together
- * to attract talent and international faculty within IDEXLYON excellence themes
- * to develop multidisciplinary research, one of IDEXLYON main strategic goals, in fields where the Université de Lyon identified a high potential.
- * Particularly, University of Lyon also supports the Convergence Lab “Life Sys” (“Multiscale Dynamics of Living Systems”), enabling more potential synergy between LUS and Biology and Health sciences.

The creation of the “Lyon Urban School” would fulfill many requirements that are part of IDEXLYON:

- i. it is a flagship of the « Human and Urban » theme, where the development of our modern metropolitan areas meets the social and economic challenges of our societies. The experience and collaborative efforts of the IMU LABEX with Grand Lyon have paved the way for this wider and more ambitious project;
- ii. contributions from all disciplines (sociology to engineering, through education and complex modeling) are planned with expertise brought by almost all members of the Université de Lyon;
- iii. a strong asset is the creation of a full-fledged Graduate School in urban studies, as it exists at Université de Lyon’s international partners in China, the USA, Switzerland or Brazil.

While our project is obviously based on the specificity of the Lyon site, **it is nevertheless inspired by examples of structures**, namely the *LSE City program* of the London School of Economics, the *Committee on Global Thought of Columbia University*, the *Urban Theory Lab* at Harvard University, and the *Netzwerk Stadt und Landschaft* of ETH Zurich. These entities have developed first-rate scientific skills through the intensification of high-level training programs and a particularly dynamic and innovative dissemination and mediation of knowledge. The ambition of the Lyon Urban School is to become a reference center on an equal footing with these structures. Our originality is undoubtedly linked to the more radical nature of our interdisciplinarity and to the existence of factories offering a mode of operation different to that of university structures. We plan to develop our relationships with these international partners, as well as other institutions with which projects have already been initiated as part of the University of Lyon's international relations policy. These include the Tongji College of Architecture and Urban Planning in Shanghai, the Institute of Industrial Sciences at the University of Tokyo, the Enac Faculty at the EPFL of Lausanne, the Faculty of Social Sciences of the university of Genève, the School of Planning and Architecture of the Federal University of São Paulo. These structures will constitute the nodes of the international network that we intend to create. Drawing on this network, but going beyond it to make our School known everywhere that Anthropocene urban issues are addressed, we will add an international dimension to our influence and reach, notably thanks to the following actions:

- * Earmarking by the establishments comprising the COMUE of five semesters of visiting professors annually for the needs of the Lyon Urban School (excluding resources requested by the latter).
- * Earmarking by the Lyon COMUE of one researcher position per year within the Collegium of Lyon for the needs of the Lyon Urban School (excluding resources requested by the latter).
- * Accommodation of post-doctoral students within the Lyon Urban School (4 per year after 4 years and 6 after 10 years requested by the latter).
- * Accommodation of foreign doctoral students within the Lyon Urban School (4 semesters per year after 4 years and 10 after 10 years) and placements abroad for our doctoral students (3 per year after 4 years, 6 after 10 years).
- * Organization of the internationalization of the activities of the universities accompanied by the incubator.

3 FUNDING JUSTIFICATION

The intrinsic features of LUS make it an interdisciplinary, innovative and essentially evolutionary project; multiple thematics and disciplines, choices for training, mixing of profiles and training programmes, subjects and evolutions linked to anthropic activity, to the environment... This permanent evolution is an asset, leading to permanent resourcing and enriching, on which we wish to capitalise; it is for this reason that we have chosen to present a budget for the 10 years of LUS, organised around its main pillars: the graduate school, the capacity building and deployment and the factories. Here is the summary of the application made to ANR for 10 years : the graduate school including mostly the training project, the capacity building and deployment based on LUS' research activities and the factories : central location of LUS' actions valuation and achievement. In blue: the requested grant, and on the right column the cofunding that LUS will mobilize throughout its partnerships and deployment (highlighted in red: private funds, highlighted in blue: public grants).

Ressources from academic institutions.

Our budget is deliberately focused on the functioning of the learning and training programs and on that of the other factories and platforms, as we feel it is necessary to concentrate new means on these activities in order to maximize the innovative impact of the Lyon Urban School and guarantee its attractiveness. We assume that some funding for research will be mainly contributed by the partner laboratories and through the support of the COMUE institutions and establishments. Indeed, the main need (and focus) for LUS is also its main resource : people. The establishments who compose the LUS project contribute via the permanent staffs and their environment; it represents an input of more than 141 M€ (for 10 years). That is a low estimate as it is forecasted on the basis of the beginning of LUS, which is meant to double or triple in size. Furthermore, the urban issuer building where LUS will be housed is situated on the Lyon-Tech La Doua campus. This building will be made available by the INSA Lyon.

Ressources from partnerships.

As well as the financial and human resources already listed, an important contribution will be made via collaborations and developments carried out in and around LUS, at local, national and international level. LUS will benefit and rely on the several partnerships built by the LabEx IMU and its important network including institutions (Metropole de Lyon, Agence d'urbanisme, TUBA...) and private companies (Vicat, Lafarge, GFC Constructions, EDF...). We believe that a cofunding of more than 6 M€ coming from industrial and public partners is reasonable. We'll work on this with the *Fondation pour l'université de Lyon*. To ensure its own resourcing, LUS will also apply for call for proposals to finance its research projects, training programmes and development the Institut Convergences at European level. That will be enabled by ERC application (as described above), H2020 projects and other competitive calls. We estimate it might easily represent a strong indicator of the interest shown in Lyon Urban School and thus the potential of this project is given by the support already asked and received. See in appendix the presentation of involved or expected partners.

	Req. ANR (k€)	Cofund. (k€)
TRAINING and RESEARCH		
GRADUATE SCHOOL		
Master students (M1 and M2)	1066,8	
PhD students in basic training	3840	
PhD students financed within a private partnership (including Cifre)		920
PhD students financed by institutions		800
PhD in continuing education	150	
Complementary skills module (60h/phD/year)	176,4	
Computers and softwares for recruited students	364	
Material for acquisition and simulation	400	
Semesters for invited PhD	560	
Fellowship for LUS PhD going abroad	340	
CAPACITY BUILDING and Deployment		
Mentoring ERC advanced / consolidator	50	
Mentoring ERC starting	60	
Support for H2020 application	200	2000
Post-doc fellowships : LUS research	477	
Post-doc fellowship (financed by the COMUE)		689
Post-doc fellowship (external financing: private partnerships, projects...)		689
Missions	100	
FACTORIES		
Factories manager	450	
Specific learning platform / MOOC	60	
Engineer in charge of ICT and digital pedagogy	450	
Factories engineer	550	
1 engineer financed by UDL		385
Factories technicians	480	
1 factories technician financed by UDL		320
Funding projects within the factories	350	
Environmental analyses	250	
Factories and events funding		300
OPERATIONNAL COSTS		
Platform manager	450	
Computers and specific softwares	30	
Furniture and small equipment	32,8	
Project manager	500	
Project assistant	350	
LUS operationnal costs	120	
Total ANR requested (k€)	12 806	6 103



ANNEXE 2 – Liste des Représentants aux Comités

- **Le Comité des tutelles** est composé d'un représentant de chacune des Parties, membres avec voix délibérative, désignés par chacune des Parties à cet Accord.
- **Comité de direction (CODIR) :**

Le Comité de Direction est constitué de :

✚ six (6) membres académiques fondateurs:

1. Le Responsable Scientifique et Technique, Michel Lussault, (ENS), ou son représentant
2. Jean-Yves Toussaint, (INSA), ou son représentant
3. Guillaume Faburel, (ULL- Lyon 2), ou son représentant
4. Sylvie Barraud, (INSA), ou son représentant
5. Estelle Loukiadis, (VetAgro Sup), ou son représentant
6. Gilles Gesquière (ULL-Lyon2), ou son représentant

✚ et une équipe de huit (8) personnes:

1. François Pirola,
2. Chuan Wang,
3. Lucas Tiphine
4. Anne Guinot
5. Jérémy Cheval
6. Alphonso Pinto
7. Valérie Didier
8. Alice Sender

- **Comité de pilotage (COPIL) :**

Le Comité de Pilotage est constitué des membres du Comité de direction ainsi que 6 (six) autres chargés de mission :

- ✚ Chargé de mission en charge des programmes International : Joan Casanelles (ENSAL)
- ✚ Chargé de mission en charge des programmes Mobilités : Olivier Klein (ENTPE)
- ✚ Chargé de mission en charge des programmes Réseaux économiques : Pascale Simard (Agence d'Urbanisme de Lyon)
- ✚ Chargé de mission en charge des programmes Médiation scientifique et culturelle : Catherine Bodet (Musée des Confluences)
- ✚ Chargé de mission en charge des programmes Etudes : Pierre Cornu (ULL-Lyon2)
- ✚ Chargé de mission en charge du numérique : Hervé RIVANO (INSA)

- **A la date de signature de cet Accord l'instance d'audit est en cours de constitution**

A la date de signature de cet Accord, il n'a pas été jugé nécessaire de mettre en place d'autres organes de gouvernance.



ANNEXE 3– Liste des Unités Partenaires

EVS :

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, UJM – Lyon 3, l'INSA Lyon, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, Mines Saint-Etienne et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville Société (**EVS**), UMR 5600, dirigé par Jean-Yves TOUSSAINT, et en particulier l'équipe LAURE-MCC.

L'ENSAL fait partie des co-tutelles de l'équipe EVS, au titre de l'accord-cadre CULTURE-CNRS 2016-2020.

<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-recherche/L-accord-cadre-avec-le-CNRS/L-accord-cadre-Culture-CNRS-2016-2020>

ArAr :

ULL – Lyon 2, l'UCBL et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Archéologie et Archéométrie (**ArAr**), UMR5138, dirigé par Cécile BATIGNE-VALLET.

Archéorient :

ULL – Lyon 2 et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités des laboratoires :

Archéorient – Environnements et Sociétés de l'Orient ancien (UMR 5133) dirigé par Christophe BENECH.

CETHIL :

L'INSA Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Centre de Thermique de Lyon (**CETHIL**), UMR 5008, dirigé par Frédéric KUZNIK.

CITI :

L'INSA et Inria agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Centre d'Innovations en Télécommunications et Intégrations de Services (**CITI**), dirigé par Florent DE DINECHIN.

DEEP :

L'INSA agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Déchets Eaux Environnement Pollution (**DEEP**), EA 7429 dirigé par Jean-Luc BERTRAND-KRAJEWSKI.

ELICO :

L'UCBL, Lyon 2, UJM-Lyon 3, l'ENSSIB et Sciences Po Lyon agissant pour le compte de l'Équipe de Recherche de Lyon en Information et Communication (**ELICO**), EA 4147 dirigée par Mme Isabelle GARCIN-MARROU.

LMAP :

VetAgro Sup agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'études des Microorganismes Alimentaires Pathogènes (**LMAP**), Laboratoire National de Référence pour les *E.coli* (y compris STEC) auprès du Ministère en charge de l'Agriculture, dirigé par Delphine SERGENTET-THEVENOT.

OTHU :

Centrale Lyon, ENTPE, IRSTEA, INSA Lyon, UCBL, ULL – Lyon 2, UJM-Lyon3, VetAgro Sup agissant pour le compte et dans le cadre des activités de l'Observatoire de Terrain en Hydrologie Urbaine, (**OTHU**) fédération d'équipes de Recherche (FED n°4161), dirigée par Sylvie BARRAUD.

LER :

ULL – Lyon 2 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'études rurales (**LER**), dirigé par Mme Claire DELFOSSE.

LIRIS :

L'UCBL, ULL – Lyon 2, l'INSA Lyon, Centrale Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire d'Informatique en Images et Systèmes d'informations (**LIRIS**), UMR 5205, dirigé par Mohand-SAID HACID.

GATE :

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, l'ENS de Lyon, l'UCBL et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Groupe d'Analyse et de Théorie Economique Lyon Saint-Etienne (**GATE**), UMR 5824 dirigé par Sonia PATY.

GRéPS :



ULL – Lyon 2 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Groupe de Recherche en Psychologie Sociale (**GRePS**), EA 4163 dirigé par Nikos KALAMPALIKIS

LGCB :

L'ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire de Génie Civil et Bâtiment (**LGCB**), dirigé par M. Dominique DUMORTIER.

HiSoMA :

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, UJM – Lyon 3, l'ENS de Lyon et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Histoire et Sources des Mondes Antiques (**HiSoMA**), UMR 5189, dirigé par Véronique CHANKOWSKI.

IrPhil :

UJM – Lyon 3 agissant pour le compte et dans le cadre des activités des laboratoires : Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (**IrPhil**), EA 4187, dirigé par Thierry GONTIER.

LARHRA :

ULL – Lyon 2, l'ENS de Lyon, UJM, Lyon 3, UGA et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (**LARHRA**), UMR 5190, dirigé par Bernard HOURS.

LEHNA :

L'UCBL, l'ENTPE, le CNRS et l'INRA (en tant qu'associée) agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire :

Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés (**LEHNA**), UMR 5023, dirigé par C. DOUADY.

LAET :

ULL Lyon 2, CNRS et ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Aménagement et Economie des Transports (**LAET**), UMR 5593, dirigée par Pierre-Yves PEGUY.

LICIT :

IFSTTAR et l'ENTPE agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Laboratoire Ingénierie Circulation Transports (**LICIT**), dirigé par Nour-Eddin EL FAOUZI.

LMFA :

L'UCBL, l'INSA Lyon, et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Laboratoire de Mécanique des Fluides et d'Acoustique (**LMFA**), UMR 5509, dirigé par Philippe BLANC-BENON.

GEOMAS :

L'INSA agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Géomécanique-Matériaux-Structure (**GEOMAS**), EA 7495, dirigé par Ali DAOUADJI.

TRIANGLE :

L'ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, Sciences Po Lyon, l'ENS de Lyon et le **CNRS** agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Action, Discours, Pensée Politique et Economique (**TRIANGLE**), UMR 5206, dirigé par Claude GAUTIER.

Laboratoire de Physique :

L'ENS, l'UCBL et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du **laboratoire de Physique** (UMR5672) dirigé par Thierry DAUXOIS

LIP :

CNRS, ENS Lyon, Inria et UCBL agissant pour la mise en œuvre des activités du Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme (**LIP**), UMR 5668 dirigé par Patrick BAILLOT, directeur par intérim.

IRCELYON :

UCBL et CNRS agissant pour la mise en œuvre des activités de l'Institut de recherches sur la catalyse et l'environnement de Lyon (**IRCELYON**), UMR UCBL-CNRS 5256 dirigé par Madame Catherine PINEL.

Unités Partenaires/ associations dont l'intégration est attendue dans les 4 ans qui suivent le début du Projet :



VetAgro Sup, UCBL, CNRS et l'INRA agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire d'Ecologie Microbienne (**LEM**), UMR 5557, dirigé par Yvan MOËNNE-LOCCOZ.

Groupe de Recherche Rhône-Alpes sur les Infrastructures et l'Eau (**GRAIE**), association d'intérêt général.

ERIC :

UCBL et ULL Lyon 2 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Entrepôts, Représentation et Ingénierie des Connaissances (**ERIC**), EA3083, dirigé par Pr. Jérôme DARMONT

ISA :

Le CNRS, l'UCBL et l'ENS de Lyon agissant en son nom et pour le compte de l'Institut des Sciences Analytiques (**ISA**), UMR 5280, dirigé par Monsieur Christophe MORELL.

CMW :

ULL – Lyon 2, l'UJM-SE, l'ENS de Lyon et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du Centre Max Weber (**CMW**), UMR 5283, dirigé par Bruno MILLY.

RDP :

Le CNRS, l'INRA, l'UCBL et l'ENS de Lyon agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire : Reproduction et Développement des Plantes (**RDP**), dirigé par Teva VERNOUX.

MAP :

L'ENSAL et le CNRS agissant pour le compte et dans le cadre des activités du laboratoire Modèles et simulations pour l'Architecture, l'urbanisme et le Paysage (**MAP**), UMR 3495 et en particulier la composante MAP-Aria (Applications et Recherches en Informatique pour l'Architecture), dirigée par Hervé LEQUAY.



ANNEXE 4- LOGOS

Logo du P.I.A :



Logo de L.U.S. :



**ÉCOLE URBAINE
DE LYON**
Université de Lyon